

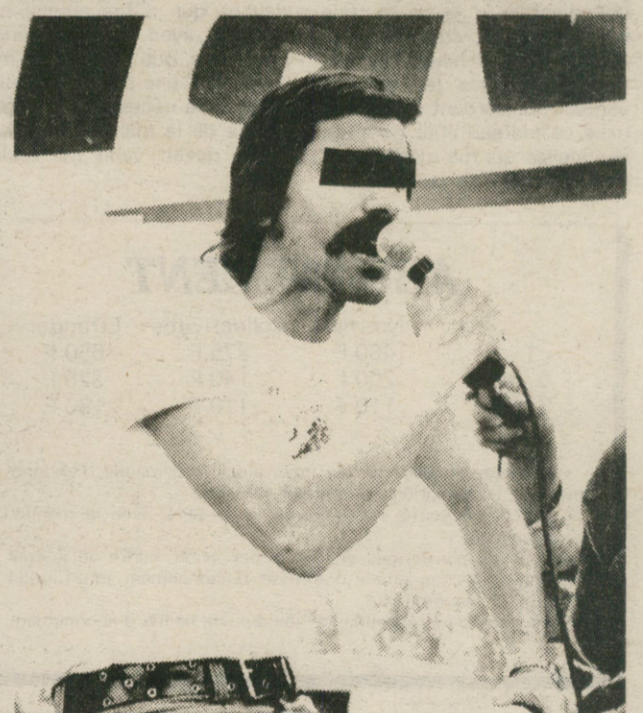
**Fabre :
l'homme
du président**

Lire page 4

TROIS DELEGUES DU PERSONNEL LICENCIES PAR JOUR

• Une statistique du ministère du Travail confirme l'accentuation de la répression antisyndicale : en trois ans, 8 400 délégués du personnel ont été mis à pied

Lire page 3



**Montréal :
ville
introuvable**

Lire page 9

**Erythrée :
l'agonie
d'un peuple**

Lire page 7

**Grande-Bretagne :
la politique
dans le boudoir**

Lire page 6

« Souvenirs d'un membre de la Commune »

4

par Francis Jourde

De vieux amis

L'armée versaillaise assassine la Commune. Francis Jourde, qui a réussi à passer à travers les balles, se cache. On est le 31 mai 1871, à Paris.

Toute la journée se passa pour moi à la recherche d'un asile, que je ne pus me procurer. Les personnes chez lesquelles j'avais espéré trouver une retraite étaient absentes.

Après avoir marché quinze heures à travers Paris, j'arrivai, à onze heures, rue de la Glacière. J'avais pu, jusque là, échapper à la surveillance des nombreuses patrouilles qui sillonnaient Paris; mais je ne pouvais plus continuer cette promenade sans issue. Une dernière chance me restait. Dans la rue de la Glacière habitait un compatriote de mon père; c'était un marchand de chiffons en gros, possédant dans ce quartier des magasins considérables où il lui était facile de me donner un abri jusqu'au matin.

Le lendemain, un ami prévenu m'aurait sûrement accueilli.

Plein de confiance, je me présentai chez ce vieil ami de ma famille qui, pendant quarante années, avait conservé avec mon père, son camarade d'enfance, les plus affectueuses relations.

J'étais, ou plutôt je croyais pouvoir être parfaitement rassuré sur la réception qui allait m'être faite. J'avais reçu au ministère des Finances, un mois auparavant, la visite très cordiale de notre compatriote et j'avais pu, à cette époque, lui rendre un service: je ne doutais donc pas de son dévouement dans la situation périlleuse où je me trouvais.

Quelle déception m'attendait! Notre vieil ami n'eut pas un instant d'hésitation: il me déclara qu'il ne pouvait pas me recevoir; et comme j'insistais, il me menaça d'une dénonciation si je ne quittais immédiatement son domicile.

Jusqu'à une heure du matin, j'errai dans les terrains vagues qui bordent la Bièvre; mais ce plateau était garni de sentinelles qui me menacèrent plusieurs fois de leur fusil. A

la fin, je fus signalé, et je vis au loin des soldats armés qui se dirigeaient en toute hâte de mon côté.

Fort heureusement, j'étais à peu de distance du chemin de fer de ceinture; je descendis ou plutôt je roulai sur la voie, encaissée à une grande profondeur en cet endroit. A quelques mètres du lieu de ma chute, je pus me blottir sous un pont de pierre, et j'eus la satisfaction d'échapper aux recherches des soldats.

Ce côté de Paris m'était peu connu, aussi je marchai plus d'une heure avant de rejoindre la route d'Orléans.

A deux heures du matin, j'avais réussi à atteindre le faubourg Saint-Germain. Dans ce quartier, j'avais quelque chance de pouvoir circuler sans grand danger, les papiers dont j'étais porteur indiquant mon domicile, rue du Bac. Je me dirigeai alors vers les Halles, où il me serait facile d'attendre le jour en me mêlant au monde de marchands qui les envahit de très bonne heure.

Au moment où je franchissais la rue de Grenelle, une garde national au brassard tricolore, policier-amateur plein de zèle, me demanda ce que je faisais à cette heure dans la rue. Deux autres braves amis de l'ordre le rejoignirent, et je dus me rendre avec eux au poste de la rue de Beaune.

Malgré la parfaite régularité des papiers dont j'étais porteur, le sergent qui commandait le poste me déclara, avec force excuses, qu'il était obligé de me garder jusqu'au matin pour me mettre à la disposition de la mairie du quartier. C'était l'ordre.

A huit heures, je fus conduit à la mairie du VIII^e arrondissement, située rue de Grenelle. Le capitaine du 15^e bataillon de la garde nationale devant qui je fus amené me déclara, avec la plus grande courtoisie, que j'allais être mis en liberté, une petite formalité était seule nécessaire: le concierge de la maison que j'habitais devait venir me réclamer.

J'étais perdu!

Cependant je fis à mauvaise fortune bonne mine et j'attendis de pied ferme le dénouement de cette étrange situation.

Une demi-heure après, la porte du cachot où j'avais été enfermé avec une vingtaine d'autres prisonniers s'ouvrit; je répondis sans hésiter à l'appel de mon nom supposé et j'allais résolument au devant d'un bonhomme à cheveux blancs que j'avais eu quelquefois l'occasion de rencontrer lorsque j'allais chez mon ami.

Peut-être, en me voyant, se rendrait-il compte du danger que je courais et consentirait-il à reconnaître pour son locataire, s'il en avait la présence d'esprit.

C'était une chance sur mille, il est vrai; mais dans la situation où je me trouvais, que risquais-je à la tenter?

A peine m'eût-il vu qu'il s'écria: « Mais vous n'êtes pas monsieur X... » L'affaire devenait grave. Je haussai les épaules et, me tournant vers le capitaine, je lui dis: « Ce brave homme me croit, sans doute, gravement compromis et s' imagine qu'il y a danger pour lui à me réclamer; mais j'ai ici une personne qui n'hésitera pas à répondre de moi, c'est M. Hortus ».

M. Hortus était depuis longtemps maire du VII^e arrondissement. Chef d'une importante institution dans la rue du Bac, il m'avait eu pour élève en même temps que l'ami de qui je possédais les papiers. Depuis notre sortie de son établissement, il avait conservé avec nos deux familles les meilleures relations et ne nous avait jamais perdus de vue.

Le capitaine, au nom de M. Hortus, accepta immédiatement de faire parvenir à celui-ci un billet que je signai, bien entendu, du nom de mon ami.

M. Hortus était encore chez lui. En apprenant que son ancien élève X... était arrêté, il voulut avoir la satisfaction de le libérer lui-même; il vint en toute hâte, et la comédie du concierge recommença.

La porte de mon cachot s'ouvrit pour la seconde fois et j'aperçus le père Hortus, comme nous l'appelions, accompagné de plusieurs personnes; j'allai rapidement à lui, et lui saisissant la main: « Bonjour, monsieur Hortus » lui dit-je, et tout bas « je suis Jourde! » car il lui eût été assez difficile de me reconnaître. J'avais fait, la veille, une toilette qui me rendait presque méconnaissable.

Au nom que je venais de lui jeter, le vieil instituteur perdit complètement la tête: « Comment, c'est toi! s'écria-t-il, toi, que je retrouve dans une pareille circonstance! » Et il s'éloigna en poussant des gémissements lamentables.

A peine quelques minutes s'étaient-elles écoulées qu'il se fit un grand vacarme dans la mairie: le clairon appelait aux armes, les crosses de fusil résonnaient dans les couloirs, on entendait des gens qui couraient en jetant des cris. Un capitaine d'état-major de la garde nationale se précipita dans notre cachot. Il s'approcha de moi et, après quelques instants d'une reconnaissance apparente, s'écria: « Mais je vous reconnais, vous êtes Jourde! »

« Pardieu! lui dis-je, M. Hortus vient de vous l'apprendre. »

Je comparus séance tenante devant la cour martiale qui siégeait dans l'ancien hôtel de l'ambassade d'Autriche, situé en face de la mairie.

Le capitaine d'état-major qui avait prétendu me reconnaître présidait ce semblant de tribunal; il avait pour assesseurs la capitaine du 15^e bataillon de la garde nationale et un lieutenant d'infanterie de ligne.

Après un interrogatoire de plus fantaisistes, et un procès-verbal dont le président de la cour martiale fit plus tard un véritable roman, je fus condamné à mort.

Un quart d'heure m'était accordé pour adresser aux miens un mot d'adieu. Le quart d'heure écoulé je serais passé par les armes.

(à suivre)

Vacances rouges

Ça continue... et de plus belle

En Italie
à 15km au nord
de Ravenne
à Marina Romea
Hôtel Eden

2 séjours
de 10 jours
du 15 au 24 août
du 24 août
au 13 septembre

Plage, jeux, soleil, excursions,
échanges internationaux,
débat, rencontres avec
le mouvement ouvrier italien

Prix d'un séjour 500f
(3 repas par jour, hébergement)

Tous les problèmes financiers
sérieux peuvent et doivent être discutés
Ecrire au
10, impasse Guémenée Paris 75004
Une permanence et assurée tous
les soirs de 18h à 20h. tél. au 272.8896

ABONNEMENT

| | Normal | Collectivités | Etranger |
|--------|--------|---------------|----------|
| 1 an | 400 F | 275 F | 650 F |
| 6 mois | 200 F | 140 F | 325 F |
| 3 mois | 110 F | 110 F | 180 F |

- Comptez un délai de dix jours entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.
- Le chèque barré est à l'ordre de la SPN, avec la mention « abonnement ».
- Pour les plis fermés et l'envoi par avion, écrire au journal.
- Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption, joindre 2 F en timbres.
- Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

Je désire prendre contact avec la LCR

NOM
PRÉNOM
ADRESSE
PROFESSION
LIEU DE TRAVAIL

A retourner à « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

Rédaction-administration:
2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil
Tél: 808.00.80 à 84
Télex: PRENO A 211.628 F
Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication:
Alain Bobbio
Numéro de la commission
paritaire:
46.722
Imprimé par Rotographie
à Montreuil.



Le parapluie syndical se déchire

EN TROIS ANS, 8400 DELEGUES ONT ETE LICENCIES

La crise a bon dos. En son nom, les patrons sont parvenus, au titre de la « restructuration », à rentabiliser au maximum leurs entreprises, et toujours au détriment des travailleurs : licenciements, réductions d'horaires, chômage partiel, blocage des salaires, dégradation des conditions de travail, etc. En même temps, ils sont parvenus à accroître leur offensive antisyndicale, faisant par là même d'une pierre deux coups.

C'est ainsi que les licenciements invoqués et réalisés pour « motifs économiques » leur ont également permis de se « débarrasser » de bon nombre de délégués, délégués du personnel ou délégués du comité d'entreprise. La dernière enquête que vient d'effectuer le ministère du Travail éclaire, sans doute bien involontairement, ces manœuvres patronales et permet d'en mesurer toute l'ampleur.

Dernier exemple en date : Génoyer, le patron de Griffet, à Marseille, licencie trente de ses ouvriers. Parmi eux, cinq délégués : trois de la CGT et deux de la CFDT. La proportion est énorme. De telles pratiques se sont scandaleusement multipliées dans les trois dernières années, à en juger par les chiffres publiés par l'officine de Boulin. Le nombre des victimes, dans les trois dernières années, s'élève à 8 400. Il s'agit là d'une véritable attaque en règle contre le syndicalisme.

Le licenciement de délégués est chose « délicate ». Tout démontre que les entraves à la liberté syndicale sont sans commune mesure avec les cas où des délégués auraient commis des « fautes » dans l'exercice de leur mandat. Les inspecteurs du travail ne sont amenés que très rarement à cautionner de semblables cas de répression. C'est pourquoi les patrons ont opté pour une tactique différente, une autre voie « légale » pour remettre en cause le libre exercice d'un droit acquis



de haute lutte : le licenciement pour motif économique. L'alibi est parfait. Les raisons invoquées sont transparentes : c'est finalement la période économique que nous

traversons qui est cause de licenciement des représentants syndicaux, et non pas la vindicte des exploités. Et devant de telles données, les inspecteurs du travail entrent, quand ce n'est pas le ministre du Travail lui-même dans les cas où l'inspection du travail oppose un refus.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : entre 1975 et 1977, le nombre de délégués licenciés pour « motif économique » a doublé alors que celui de l'ensemble des salariés « n'a augmenté que de » 12 %. Et la courbe fait observer une croissance régulière : 948 demandes de licenciements ont été acceptées en 1974, 3 549 en 1977. L'appartenance syndicale des victimes montre que les proportions sont à peu près identiques à l'influence des diverses centrales syndicales : la moitié des délégués ainsi sanctionnés sont des militants de la CGT, 16 % sont des membres de la CFDT, 6 % de la CGC, 5 % de FO et 2 % de la CFTC. Les 21 % de délégués restant appartiennent à des syndicats « libres » ou « autonomes » : le licenciement de délégués « jaunes » joue comme une couverture

supplémentaire pour justifier le bien-fondé de telles opérations.

Cette enquête du ministère du Travail aura au moins le mérite de fournir un document prouvant, chiffres à l'appui, que la « chasse aux sorcières » reste ouverte en permanence, qu'elle a un regain d'activité et que ses adeptes réalisent des « tableaux » appréciables. Un aspect parmi tant d'autres de l'offensive tous azimuts des patrons dans leur remise en cause des avantages acquis par les travailleurs. La liberté syndicale devient de plus en plus une simple tolérance.

Où chercher les raisons d'un pareil succès de l'offensive patronale en ce domaine ? Sans doute dans le bilan qu'on peut tirer des luttes qu'ont menées les syndicats dans les dernières années. Gouvernement et patronat sont parvenus sans peine à appliquer un plan d'austérité qui constitue une attaque en règle contre la classe ouvrière. Ils n'avaient, par conséquent, aucune raison de s'arrêter en si bon chemin. L'artillerie patronale est présente sur tous les fronts.

Eric Oswald

Off festival, on ratonne à Aix

Vendredi soir, cours Mirabeau, Aix-en-Provence. Il est à peu près 23 h et les festivaliers ne sont pas encore sortis du théâtre de l'Archevêché où l'on donne « Didon et Enée » de Purcell. Trois travailleurs immigrés nord-africains se promènent. Ils passent à proximité de la fourgonnette de police qui stationne en permanence sur l'artère principale de la ville. Deux Français se jettent sur eux : l'un des immigrés perd trois dents ; un autre est durement atteint à l'œil ; ils se dirigent vers les policiers qui, au lieu d'interpeller les agresseurs, menacent leurs victimes de les embarquer

dans le fourgon si elles ne décampent pas à la seconde ! Un policier parisien en vacances se dit prêt à témoigner mais ne peut être joint par la suite.

Les trois travailleurs accompagnés par des militants du CSPT-Comité de soutien au peuple tunisien et de l'ASTI-Association de soutien aux travailleurs immigrés d'Aix ont porté plainte. Cette agression raciste ne constitue nullement un fait isolé. Non seulement il est possible de citer de nombreux cas semblables, mais il faut préciser que certains cafés du cours Mirabeau, non contents de profiter, à leur manière, du festival en

pratiquant des tarifs prohibitifs, ont pris leurs dispositions estivales : ils annoncent sans gêne aux immigrés qui, durant le reste de l'année, constituent une part non négligeable de leur clientèle, que désormais « on ne sert pas les étrangers » (basané, bien entendu, mais cette dernière précision reste implicite). D'ores et déjà, le comité pour la sauvegarde des libertés et contre le racisme et l'antisémitisme, qui rassemble toutes les organisations ouvrières et démocratiques d'Aix, envisage une campagne d'envergure à partir de septembre... Le racisme ne passera plus !

Une statistique du ministère du travail

Baisse du nombre des travailleurs immigrés

Le ministère du Travail vient de donner les résultats de la campagne de Stoléro qui visait à renvoyer une partie des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine. Le pourcentage de ceux-ci par rapport à l'ensemble des salariés a baissé de 12,4 % en 1973 à 10,5 % en 1976. En chiffre absolu, ils étaient 1 146 000, en octobre 1976.

Leur origine est la suivante : 25,7 % de Portugais, 24, 1 % d'Algériens, 10 % de Marocains, 10 % d'Italiens. Les Espagnols, Tunisiens et Afri-

cains, représentent chacun moins de 10 % de cette population.

98 % de ces travailleurs sont ouvriers. Ils sont concentrés dans certains secteurs : l'hygiène (c'est-à-dire l'entretien), le bâtiment (un des secteurs où il y a le plus d'accidents du travail), et la construction automobile.

Leur qualification varie suivant la nationalité. Les travailleurs originaires d'Afrique noire, les Algériens et les Marocains sont à plus de 60 % des OS ou des manœuvres. Le pourcentage baisse pour les

Portugais, les Espagnols, et les Italiens.

Les autorités ne pavoient pas trop : d'une part, parce que les bases de recensement ne sont pas les mêmes, d'une année sur l'autre ! De plus, l'enquête du ministère ne concerne pas les établissements de moins de 10 salariés, ni les secteurs de l'agriculture et des grandes entreprises publiques ou nationalisées.

Enfin, depuis 1976, le nombre d'étrangers munis d'une carte de séjour est en petite augmentation...

F. J.

A l'usine d'Alsthom (Belfort)

Un flic en légitime violence

Vendredi matin, un homme de trente-quatre ans, Alberic Grizez, pénètre dans les ateliers de l'usine Alsthom de Belfort. Cet habitant de Chalonvillars, en Haute-Saône, près de Belfort, avait suivi un convoi exceptionnel jusque dans la cour de l'usine. Il refuse alors d'enlever son véhicule qu'il veut garer devant l'entrée de l'usine. Le service de sécurité appelle alors les policiers de Belfort. Un flic lui tire alors une balle dans la cuisse. L'homme le menaçait avec couteau à cran d'arrêt. Mais ça ne s'arrête pas là et le policier continue à tirer sur l'homme qui se défend maintenant avec une barre de fer. Alberic Grizez meurt, tou-

ché à la poitrine. La police de Belfort n'a pas l'air gêné du tout ; on ne parle même pas de bavure : on déclare au commissariat que cet homme était « déjà connu pour ses violences » et que c'était un « déséquilibré ».

Alors, avec eux, on n'y va pas par quatre chemins. Le policier dont on peut apprécier les qualités de sang-froid dans le maintien de l'« ordre » a été interrogé : il n'a fait que répéter qu'il se défendait. Il a quitté librement le parquet de Belfort après son entrevue avec le procureur de la République. Maintenant, si un flic vous tire dessus : ne vous défendez surtout pas, on vous achèvera.

Une journée comme les autres

● Possible annulation des élections d'Aix

Les électeurs d'Aix-en-Provence risquent de retourner aux urnes pour la troisième fois : l'annulation des élections municipales de juin dernier vient d'être demandée par le commissaire du gouvernement au tribunal administratif de Marseille.

L'une des élues, Mme Chelini, candidate de la liste d'Union de la majorité, avait abandonné la location de son pied-à-terre aixois qui l'inscrivait sur le rôle des contributions indirectes. Elle ne pouvait donc plus se présenter.

● 4 violeurs arrêtés

Encore une histoire tristement banale : près de Pontoise, quatre jeunes volent une voiture, agressent une femme qui partait à son travail, la jettent dans la voiture, la

baïllonnent et la molestent. Ils la conduisent dans le bois de Cergy et là, la violent en la menaçant de leurs couteaux. C'était le 1^{er} août, et depuis la police a identifié et arrêté les violeurs qui ont entre 15 et 18 ans.

● RPR contre UDF dans le Pas-de-Calais

Deux candidats de la majorité vont s'affronter au premier tour des élections législatives partielles dans la 4^e circonscription du Pas-de-Calais.

Le Conseil d'Etat avait invalidé les résultats de mars dernier. M. Deprez (UDF), qui avait fait le meilleur score de la majorité, se représente contre le candidat du PS et du PC.

Du coup, le RPR présente aussi un candidat : les règlements de compte Chirac-Giscard continuent.

● Mitterrand convoque les parlementaires socialistes à Montpellier

Mitterrand vient de convoquer les parlementaires socialistes à Montpellier, pour le 27 septembre. Sans doute agacé par la campagne intense que mène le PC dans le Midi de la France contre l'intégration de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce au Marché commun, le PS a décidé de réagir. Il prépare une « manifestation d'ampleur nationale ». Mitterrand donnera la position du PS dans un meeting en ville, entouré des parlementaires « ceints de leur écharpe ».

Face à l'argumentation développée par le PC : « N'arrachons plus un pied de vigne », « Non à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun », il n'est pas sûr que cette réplique soit suffisante. Enfin, le PS « pourra affirmer avec éclat son double souci de construire l'Euro-

pe en conformité avec nos décisions de congrès et de sauvegarder les intérêts des travailleurs et des paysans français ! »

● Un gréviste de la faim a fait accélérer la justice

Claude Goguillot avait commencé une grève de la faim le 28 juin dernier, à Orans dans le Doubs. Il entendait ainsi protester contre les lenteurs de la justice : après un accident de la route dont il avait été victime, il n'avait obtenu pour le règlement des intérêts civils que 10 000 F alors qu'il réclamait 10 millions. Il avait alors fait appel. Samedi, un huissier est venu lui signifier que son affaire passerait devant la cour d'appel de Paris le 29 août prochain et il a donc décidé de cesser sa grève de la faim.

Contre les QHS Grève de la faim des femmes de Fleury-Mérogis

« Ces limites de l'invivable, ils les ont encore repoussées... Le plus terrible pour nous sera la mort en fin de course, après les années d'agonie... Les autorités pénitentiaires veulent rendre notre disparition en prison indolore, euthanasique, pour tout dire humanitaire... », écrivait Roger Knobelspiess au QHS de la Santé, le 7 juillet 1978... Pour que ferment les QHS, des femmes de Fleury-Mérogis feront, demain et après-demain, une grève de la faim.

Des QHS à la MAF de Fleury, il n'y en a pas, ou du moins pas sous cette dénomination. Il existe néanmoins une division spéciale, totalement coupée de la vie des autres détenues. Il y a peu de temps encore on appelait « le groupe des garçonnnes » celles qui s'y retrouvaient placées d'office parce que l'administration les cataloguait d'homosexuelles. Aujourd'hui, on peut se retrouver en « S » tout simplement si on est une forte tête. Les détenues de Fleury demandent bien sûr la disparition de ce quartier spécial, mais c'est surtout pour la disparition des QHS qu'elles refuseront de s'alimenter les 8 et 9 août et demandent à être soutenues par les autres détenus.

« Nous lançons un appel à tous les détenus de France, leur demandant de nous soutenir en se mettant en grève de la faim avec nous les 8 et 9 août. Nous tenons à préciser que cette grève n'est pas destinée à l'aboutissement d'une revendication quelconque mais l'affirmation par cette action de notre solidarité avec les détenus étouffés dans les QHS en vue d'obtenir l'abolition de ceux-ci y compris sous leur forme mineure dénommée chez nous bâtement S... »

Elles sont 230 à Fleury-

Mérogis, et nombreuses sont celles qui ont déjà décidé de s'associer à cette grève de la faim en solidarité avec leurs camarades hommes, et cela en dit long sur leur colère, leur révolte, alors même qu'apparemment elles sont soumises à une répression moindre... Apparence seulement, car l'administration considérant la soumission et l'obéissance comme inhérentes à la « nature féminine », les règlements sont appliqués minutieusement. « Epiée, bafouée, violée » presque quotidiennement dans sa vie physique intime, dans ses rapports avec ses camarades, la femme détenue est réduite à un infantilisme outré qui faisait d'ailleurs dire à la sous-directrice de la prison de Fleury qu'elle considérait ses rapports avec les détenues comme des rapports « parents-enfants » sur un mode de dépendance et d'obéissance totale, il va sans dire. Et puisqu'on ose prétendre que la conception nouvelle du rôle de la prison est la réduction, ce propos semble aller de soi... » disait une ex-détenue, Catherine Leguay.

En janvier dernier, les détenues des QHS avaient eu un assez important soutien de la part des autres détenus. L'appel vient cette fois des femmes, sera-t-il entendu ?...

Suzette Triton

Giscard confie le dossier du chômage à l'ancien président des Radicaux de gauche

FABRE, L'HOMME DU PRESIDENT

Fabre a donné son accord de principe, vendredi, à une « mission » sur les problèmes de l'emploi qui lui a proposée Giscard. Tel est le bilan de l'entretien en tête-à-tête (le troisième du genre) entre l'ancien leader des radicaux de gauche et le président de la République.

Il ne se passait décidément pas grand-chose dans les hautes sphères politiques, en ce mois d'août un peu morose. Voilà qu'il se passe — enfin — quelque chose. Les communiqués ont afflué, les prises de position sont tombées, les éditoriaux ont fleuri : ce vieux filou de Robert Fabre a mis un pied dans la majorité en acceptant une « mission » sur le problème de l'emploi que le président de la République lui a proposée.

Attention ! Pas un poste de « parlementaire en mission », qui obligerait le député de l'Aveyron à abandonner son mandat — il faut assurer ses arrières — mais un poste directement rattaché à l'Elysée, histoire de montrer que la « décripation » n'est pas un vain mot. Robert Fabre, philosophe, a d'ailleurs résumé sa démarche : « J'ai toujours souhaité qu'il y ait entre la majorité et l'opposition un dialogue et des discussions, chacun gardant son idéologie et ses positions. Il peut y avoir aujourd'hui un mode d'opposition que ne soit pas purement stérile, qui ne se cantonne pas dans la critique systématique et qui permette — c'est le sens de ma mission — de traduire les désirs des travailleurs que la gauche veut défendre ».

Vaste émoi à gauche... Michel Crépeau s'est déclaré « surpris et peiné » de constater que l'ancien président du MRG acceptait « de se saisir de l'os que lui lance négligemment M. Giscard d'Estaing ». Car, a-t-il ajouté, s'il est un domaine à propos

duquel un homme qui a été de gauche (à noter le subtil passé composé — NDT) ne peut en aucun cas accepter de cautionner la politique du gouvernement, c'est bien celui du chômage. Du coup Crépeau demande à Fabre de se mettre « en congé de parti », et convoque le bureau national du MRG pour mercredi prochain.

Les explications du PC

Le Parti socialiste, de son côté, a fait part de sa « tristesse ». « Il s'en tient pour ce qui le concerne, a précisé son communiqué, aux orientations politiques données par le dernier congrès du Mouvement des radicaux de gauche et par les déclarations de son président, Michel Crépeau. Il s'agit donc en l'occurrence d'un acte individuel qui n'appelle pas d'autres commentaires ».

Enfin, le Parti communiste a violemment réagi par l'intermédiaire de « l'Humanité » de samedi matin qui a titré sur quatre colonnes : « Robert Fabre s'embauche chez Giscard ». Dans son éditorial, Roland Leroy n'a pas hésité à élargir le débat : « Robert Fabre, a-t-il noté, est en quelque sorte le révélateur de la véritable nature de François Mitterrand et de la direction du Parti socialiste (...) La vérité est simple et grave : le renoncement par le Parti socialiste au Programme commun, les « convergences » soulignées par Defferre, Mitterrand, Pontillon entre le PS et le pouvoir, conduisent au ralliement à la politique giscardienne (...). Les geste de Robert Fabre éclaire d'un jour

Les partis de gauche ont tous réagi violemment à cette nouvelle. Le MRG, lui-même, par la voie de son nouveau président, Michel Crépeau, le Parti socialiste et le Parti communiste qui voit dans cette affaire une nouvelle confirmation du virage à droite du PS...

cru la véritable raison, le sens de la décision du Parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche de rompre le Programme commun ».

Si chacun a donc son explication, il reste que le geste de Robert Fabre est dans la logique des choses : sans échéances électorales à venir, le radicalisme « de gauche » n'a guère d'autres perspectives que le ralliement. Si le MRG ne présente pas sa propre liste de candidats aux élections européennes de

1979, ou si son score n'atteint pas la barre des 5 %, il est probable, d'ailleurs, que les Robert Fabre se multiplieront.

Dans l'immédiat, c'est un point facile pour Giscard. La « décripation » avance à petits pas tandis que le Parti communiste et le Parti socialiste continuent leurs polémiques (voir encadré). Triste tableau à la veille d'un automne décisif où se jouera, dans les luttes, l'avenir du plan Barre.

Pierre Julien

La polémique PC-PS

Le secrétariat national du Parti socialiste a adopté, vendredi, un texte très virulent à l'encontre du Parti communiste et de son secrétaire général Georges Marchais : « Alors que tant de problèmes assaillent les travailleurs de notre pays, peut-on lire notamment, il est surprenant que les premiers mots de Georges Marchais à son retour de vacances, consistent à amplifier la campagne antisocialiste du Parti communiste. Les Français savent que le secrétaire du PCF n'aurait pas eu besoin de demander audience à un Premier ministre d'un gouvernement de droite ni à son ministre du Travail pour discuter de la situation des entreprises en difficulté, si le retournement de son parti n'avait pas assuré leur maintien au pouvoir ».

Dans son éditorial de « l'Humanité » de samedi matin, Roland Leroy souligne : « Pour couvrir le ralliement de Robert Fabre, le justifier, tenter de le faire oublier, le secrétariat du PS publiait au moment même où Fabre était à l'Elysée un texte attaquant... Georges Marchais et le Parti communiste (...) ».

Quand, une heure plus tard, on apprend que Robert Fabre a accepté une mission de M. Giscard d'Estaing, le même secrétariat du PS considère le fait comme « un acte individuel qui n'appelle pas d'autres commentaires ».

(...) Pour le PS, le danger c'est qu'apparaisse clairement aux yeux des millions de Français et de Français la vérité sur sa politique social-démocrate ».

WEEK-END

Week-end très meurtrier et macabre : les routes de France ne sont pas cette fois-ci en cause. Les rubriques d'informations générales regorgent de faits divers sanglants. Par exemple : une fillette de dix mois meurt écrasée sous un poste de télévision à Labegude-de-Vals (Ardèche) ; une femme, Raymonde Bologna, âgée de 46 ans, décroche sa carabine 9 mm et tire sur son mari qui refusait de descendre au rez-de-chaussée de la maison pour remonter le sac de provisions ; en Corse, un touriste reçoit, jeudi soir, une décharge de plomb parce qu'il passait par inadvertance auprès d'une bagarre où les protagonistes avaient sorti leur fusil de chasse.

Mais encore : un vieil homme tue d'un coup de fusil son jeune voisin parce qu'il faisait du bruit, à Millias (Pyrénées-Orientales) ; un jeune homme reçoit deux coups de couteau au cours d'une bagarre de « rockers » à Brest.

Un pêcheur se noie, samedi à Pauillac (Charente-Maritime) après s'être coincé dans son propre filet ; un père de famille se noie à Carantec (Finistère) en tentant de sauver son fils.

Et enfin, un petit avion de tourisme s'est abîmé en mer, vendredi en fin d'après-midi, près de Saint-Raphaël, ses occupants se sont noyés ; une forte explosion, sans doute due à une fuite de gaz, s'est produite dimanche dans un foyer de rééducation de jeunes filles, près de Sarcelles (Val-d'Oise), blessant grièvement un éducateur ; encore en Corse, un chauffeur de taxi règle son chagrin d'amour en blessant au pistolet son amie qui lui annonçait qu'elle désirait rompre, puis en se tuant ; à Chevval-Blanc (Vaucluse), une jeune femme, en pleine dépression nerveuse, a tenté d'empoisonner ses deux petits enfants en leur faisant avaler de l'essence, avant d'aller se jeter dans le canal...

Explosion d'un sous-marin à Lorient

- Un mort, cinq blessés
- Les députés avaient prévu « un avenir parsemé d'avaries »

« La limitation des crédits d'entretien a conduit la marine à réduire l'entretien préventif, qui consiste en des visites régulières du matériel, au bout d'un certain nombre d'heures de marche, par exemple. Ceci permet des économies à court terme, mais prépare un avenir parsemé d'avaries diminuant le taux de disponibilité de nos bâtiments. » La prévision du député M. Cresoin, lors de son rapport à l'Assemblée nationale, le 11 octobre dernier, tenait de la prophétie.

« L'avenir parsemé d'avaries » est devenu actualité. Vendredi dernier, le sous-marin diesel « le Marsouin », construit en 1957, (série « Narval », 1 200 tonnes, 60 marins, 7 officiers), sortait de la passe de Lorient. Il s'apprêtait à effectuer un exercice de plongée statique comme il est de coutume après avoir subi un grand carénage à la base de Keroman, lorsqu'une explosion se produisit dans le local des auxiliaires, probablement due à une fuite d'huile.

L'officier marinier, maître mécanicien, Jean-François Ollivier, 28 ans, est mort peu après son admission à l'hôpital militaire de Lorient. Cinq autres blessés ont été admis à

l'hôpital, parmi eux, le maître Enos dont le cas est jugé très grave.

Les autorités militaires ont annoncé l'ouverture de deux enquêtes. L'une de la gendarmerie maritime, l'autre composée d'officiers et de techniciens.

Gageons que cet accident va attiser les brûlots du débat sur la marine, véritable pomme de discorde au sein de la majorité.

Le débat budgétaire avait donné lieu, l'hiver dernier, à des échanges très vifs entre les députés RPR et le gouvernement.

Les premiers, tout comme l'opposition, voyant dans la limitation (relative) des crédits alloués à la marine, et en

particulier les réserves formées quant à la mise en chantier d'une sixième sous-marin nucléaire, lanceur d'engins (SNLE), une volonté à peine dissimulée de la part de Giscard de brader l'« indépendance nationale ».

Technologiquement dépassés, les sous-marins diesel, dont les deux derniers exemplaires de la chaîne des quatre « Agosta » de 1 200 tonnes entreront en service cette année et porteront pour peu de temps à 23 le nombre de ces unités, n'intéressent plus grand monde. Pour la plupart mis en service dans les années cinquante (Plan Mar-

shall), les sous-marins diesel approchent de la limite d'âge.

Incapable de renouveler en nombre cette vieille génération, le pouvoir a en outre porté son effort sur la construction de sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire (SNA) dont aucun n'est encore achevé. Le choix a donc été fait de prolonger l'existence des navires de plusieurs années pour palier un renouvellement qui n'interviendra qu'en 1985.

Ceci explique peut-être cela. L'accident du « Marsouin » risque malheureusement de ne pas rester le seul.

Patrick Mars

● « Grève surprise » au drugstore Publicis

La CFDT a appelé les cent travailleurs du drugstore Publicis des Champs-Élysées à cesser le travail, samedi soir pendant une heure et demie. Le syndicat et les grévistes entament une lutte sur les salaires qui ne dépassent pas 1 900 F par mois pour la majorité du personnel. Ils réclament une augmentation de 250 F pour tous les salaires inférieurs à 3 000 F. Cette « grève surprise » a été

totalement niée par la direction de l'établissement.

● Attentat à Ajaccio au domicile du délégué à l'environnement

Une charge d'explosifs a « soufflé » la porte de l'appartement du délégué régional à l'environnement pour la Corse, samedi vers deux heures du matin à Ajaccio. Il n'y a pas eu de victimes dans cet attentat non revendiqué, contre Jacques Roumequère.

Sûr le noir

Rassemblement pour Ezzedine Kalak à la mosquée de Paris

Plusieurs personnes entourent, à l'entrée de la Mosquée de Paris, les cercueils des représentants de l'OLP assassinés jeudi dernier, Ezzedine Kalak et Adnan Hammad. Deux cercueils recouverts du drapeau d'une terre confisquée, une foule tendue qui écrase ses larmes et dont le silence éclatera en cris : « Palestine vaincra par le sang et par les armes ! ». Ce sont pour la plupart des militants palestiniens, des sympathisants d'autres pays arabes. Des étudiants irakiens distribuaient un tract pour

dénoncer le sort fait à leur peuple par les « califes de Bagdad », pour affirmer leur solidarité avec la cause palestinienne.

Ces hommes, ces femmes sortent, le poing tendu ou en faisant le V de la victoire ; ils accompagnent les corps des deux membres de l'OLP qui prennent le chemin de Damas, via Orly, accompagnés de membres de leur famille, de l'ambassadeur de Syrie à Paris, du représentant de l'OLP à l'Unesco et de l'adjoint d'Ezzedine Kalak, Hicham Mustapha.

Sur les marches de la mosquée, plusieurs hommes prennent la parole. C'est pour tirer le bilan lourd et sanglant de ces derniers mois, de ces derniers jours. Les manifestants réagissent violemment, mon voisin parle de complot sioniste international et de rôle de « mercenaire inconscient » joué par l'Irak. A qui cette lutte fractionnelle et fratricide pourrait-elle apparaître limpide ?

« Ce qui arrive n'est pas triste, au contraire », commente le représentant de l'OLP à l'Unesco. Et il dit

combien ces martyrs servent la cause palestinienne persécutée de par le monde, combien ils sont la preuve de sa justesse et l'augure de son triomphe.

On a alors deux raisons de serrer les poings ; pour ceux qui se font abattre aujourd'hui à Paris ou Islamabad, mais aussi pour tous ceux qui sont morts à Tel Al Zaatar et sur d'autres champs de bataille, en se battant pour une révolution qui baigne aujourd'hui dans son propre sang.

J. L.

Attentat contre le siège de l'OLP à Islamabad

Un commando de deux hommes a attaqué samedi matin le siège de l'OLP à Islamabad, au Pakistan. Quatre hommes ont été tués, dont un policier pakistanais et trois Palestiniens. Yousuf Abu Hantash, représentant de l'OLP au Pakistan, a échappé à l'attentat.

Les deux assaillants auraient cherché le représentant de l'OLP, qui se trouvait au deuxième étage de l'immeuble, mais n'y seraient pas montés. Au rez-de-chaussée, où se trouvaient une quinzaine d'étudiants palestiniens, le commando a ouvert le feu. Les autorités pakistanaises ont immédiatement renforcé les mesures de sécurité, à Islamabad et à Rawalpindi. Selon les Palestiniens présents sur les lieux de l'attentat, les assaillants parlaient arabe avec l'accent irakien. Le comité exécutif de l'OLP a immédiatement accusé Bagdad d'être l'organisateur de ce nouveau massacre, qui survient trois jours après l'attaque du consulat d'Irak à Karachi, deux jours après celle contre le bureau de l'OLP à Paris et cinq jours après l'opération contre l'ambassade d'Irak à Paris. L'Irak nie évidemment toute participation à l'attentat. Selon un porte-parole de Bagdad, ces allégations « sont devenues partie intégrante de tout conflit inter-palestinien ». Le porte-parole a ajouté que ces agissements sont l'œuvre « des mêmes commande-

ments réactionnaires défaits qui ont dirigé récemment les attaques contre les missions diplomatiques irakiennes de Londres, Paris et Karachi ».

Samedi également, Labadie, porte-parole de l'OLP à Beyrouth affirmait que cette organisation ripostera aux attaques des Irakiens « si c'est nécessaire ». « Il faut que nous nous défendions, a-t-il ajouté. On ne peut pas rester comme cela et voir les cadres et responsables de l'OLP tués par les Irakiens ou agents irakiens sans rien faire. »

Ainsi donc se poursuit cette guerre entre fraction rivales de la résistance palestinienne, en relation étroite avec le conflit syro-irakien, au moment où le secrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance, séjourne à Jérusalem pour une tentative de déblocage des négociations avec l'Egypte. Vance se rendra ensuite chez Sadate.

Ce voyage est envisagé avec scepticisme, notamment par Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, pour qui « l'initiative historique » du président égyptien de novembre dernier « n'a pas permis de percée ».



Le rassemblement à la mosquée de Paris pour Ezzedine Kalak et son adjoint Adnan Hammad (photo Peyreperouse).

Nouveaux bombardements à Beyrouth

Les quartiers chrétiens de Beyrouth-Est ont connu une nouvelle nuit de terreur samedi soir et dimanche matin. La force arabe de dissuasion (FAD, essentiellement syrienne) a déclenché de violents bombardements à armes lourdes contre les quartiers résidentiels, cherchant à atteindre les permanences du parti phalangiste. De nombreux incendies ont éclaté. Ces bombardements auraient fait une cinquantaine de morts, selon la radio phalangiste.

Dans le sud du pays, il semblerait que l'imbroglio né du blocage par les milices chrétiennes armées par Israël d'une colonne de l'armée libanaise se défasse quelque peu. Après intervention de la FINUL (force de l'ONU) l'état qui serrait la colonne libanaise s'est quelque peu détendu lui permettant de se préparer à avancer.

et pourtant elle tourne

● c'était bien un rêve

Un chômeur de quarante ans, qui battait la semelle sur le quai du port de Stockholm, a cru un bref instant échapper à son triste sort. Ayant aperçu un éclair doré au fond de l'eau, il plongea et ramena... un lingot d'or de 12,5 kg. On crut immédiatement à la découverte d'un mystérieux trésor immergé. Las, il apparut bientôt que le lingot n'était que de plomb, recouvert simplement d'une mince pellicule d'or. Pauvre lingot, pauvre chômeur.

● Hausses records aux USA

Les prix des produits de première nécessité ont augmenté au taux annuel de 15 % au cours du second trimestre 1978, aux USA. Selon l'étude du Centre des choix

économiques qui publie ces chiffres, les produits cités constituent plus de 70 % de la consommation des ménages. Le même indice des prix révélait une hausse de 11,4 % pour le premier trimestre. Les prix alimentaires augmentent le plus vite, suivis par les coûts de l'énergie, en hausse de 4,3 % en trois mois, selon la même étude.

● Une nouvelle Tangshan

La ville de Tangshan, grande cité industrielle du nord de la Chine complètement détruite par le grand tremblement de terre du 28 juillet 1976, va être complètement reconstruite d'ici cinq ans. Une ville moderne conçue scientifiquement de façon à résister aux tremblements de terre a été conçue. Elle serait divisée en 3 zones,

éloignées de 25 km les unes des autres. Les quartiers d'habitation prévus pour un million d'habitants seraient ainsi séparés des quartiers industriels. Protégée de la pollution, la ville serait l'une des plus propres de Chine. Depuis la catastrophe, Tangshan est parvenue à restaurer 90 % de sa capacité industrielle.

● Mobutu met Savimbi sous clef

Mobutu, président du Zaïre, n'est décidément pas gentil avec ses amis. Ils viennent de faire mettre en résidence surveillée Jonas Savimbi, le président de l'Unita, mouvement angolais qui continue la lutte armée contre le MPLA dans l'ancienne colonie portugaise. Cette décision a été prise après la rencontre entre Mobutu et Agostinho Neto, dirigeant de l'Angola. Ce dernier a fait éloigner de

la frontière quelque deux cent mille Zaïrois exilés, histoire de leur faire passer l'idée d'une nouvelle invasion du Sahel. Il a accepté la reprise du transit du cuivre de Kolvezi vers le port angolais de Lobito. Savimbi, dont le mouvement est également aidé par l'Afrique du Sude, fait les frais de cet accord.

● Brouille sino-albanaise : artistes et modèles

Les temps ont changé, l'amitié sans faille est devenue une faille sans amitié et les Albanais organisent maintenant d'autres partis, vestiges des précédents, contre Pékin, accusée de suivre « les traces de Krouchtchev ». Selon l'agence télégraphique albanaise ATA, cette politique soulève un typhon d'enthousiasme dans le pays et des

messages de soutien affluent « des quatre coins du monde ».

C'est pas l'originalité qui étouffe les Chinois actuellement en bisbille avec les Albanais. Du temps de leur polémique avec les Soviétiques, ils avaient violemment dénoncé l'arrêt unilatéral de l'aide économique de ces derniers, la qualifiant de « trahison ». Ils viennent de faire de même avec les Albanais en mettant un terme à l'assistance économique qu'ils dispensaient depuis le 18 mars.

● Pâté d'Alouette géorgien

Selon le journal du PC géorgien (URSS) « Zaria Vostoka », la nourriture servie dans les cantines ouvrières de Tbilissi, la capitale, n'est rien moins que dégelasse. Les normes ne sont pas res-

pectées et 83 % des plats servis ressemblent à du pâté d'alouette. Ainsi les boulettes de viande indiquées 70 grammes ne pèsent en réalité que 61 grammes et comportent, en outre, 31 % de pain. De même pour les escalopes et les biftecks largement composés de pain. Le tout serait servi dans des conditions d'hygiène déplorables, acheté avec des fausses factures et des comptes falsifiés.

Le journal n'indique pas qui s'est sucé. Mais « Rouge » est en mesure de rappeler à ses lecteurs que la Géorgie est une république où la fraude et la combine constituent une méthode de gestion économique sensiblement plus répandue que dans les républiques voisines ; qu'un premier secrétaire du parti avait été, il n'y a pas si longtemps, limogé pour avoir mis lui-même la main à la pâte (à pain) et s'être inconsidérément enrichi. Son successeur semble en prendre le chemin.

L'ancien leader du parti libéral britannique est
Inculpé de complicité dans une
tentative d'assassinat

LA POLITIQUE DANS LE BOUDOIR

Que reproche-t-on le plus à Jeremy Thorpe, l'ancien leader du Parti libéral britannique, personnalité marquante de son parti ? Son inculpation pour complicité dans une tentative d'assassinat ou son homosexualité qui serait à l'origine du scandale qui secoue actuellement les milieux politiques britanniques ? Inculpé vendredi pour avoir voulu éliminer Norman Scott, un ancien mannequin masculin avec lequel il aurait eu des relations homosexuelles, Jeremy Thorpe aurait dû normalement démissionner

de son mandat de député. Il n'en a rien fait et a même décidé de se représenter aux prochaines élections, prévues pour l'automne prochain, comme candidat libéral officiel.

Laisser en liberté en échange d'une forte caution, le député est visiblement décidé à se battre, malgré les flots de boue qui ne manqueront pas de se déverser jusqu'au 12 septembre prochain, date où il doit comparaître à nouveau devant le tribunal.

Jeremy Thorpe traîne son boulet depuis maintenant plus de deux ans. La première salve avait été tirée au début de l'année 1976 lorsque Norman Scott affirma, devant un tribunal, avoir eu une liaison homosexuelle avec Jeremy Thorpe. On apprenait bientôt que l'accusateur avait reçu une forte somme d'argent en échange de quelques lettres compromettantes.

Quelques mois plus tard, un journal de Londres publiait deux de ces lettres adressées par le député à Norman Scott. Les démentis de Thorpe ne purent rien : il démissionna bientôt de son poste de leader du

Parti libéral, emporté par un règlement de compte sur fond de chantage. L'homosexualité était en ce temps-là encore un délit en Angleterre...

De même la complicité dans une tentative d'assassinat. A l'automne dernier, c'est là qu'on déboucha lorsqu'un pilote affirma avoir reçu de l'argent pour, cette fois, tuer Norman Scott. C'était, selon lui, le moyen qu'avaient trouvé les amis de Jeremy Thorpe pour faire cesser définitivement le chantage. L'enquête redémarra, qui devait aboutir à l'inculpation du député.

Sans être banale, cette affaire connaîtrait moins de

publicité si elle ne mettait en péril la laborieuse combinaison politique qui lie le Parti libéral au Parti travailliste (le pacte Lib-Lab comme on dit si joliment outre-Manche) pour soutenir l'actuel gouvernement Callaghan. Sans les treize députés du parti de Jeremy Thorpe, le Premier ministre James Callaghan n'a pas la majorité aux Communes.

Le scandale qui vient d'éclater risque de coûter de nombreuses voix aux Partis libéral et travailliste lors des prochaines élections. Selon des observateurs avertis, ces voix se reporteront plutôt sur le Parti conservateur qui pourrait sor-

tir vainqueur des élections. Il n'en faut pas plus à certains pour affirmer que toute l'affaire a été habilement orchestrée dans cette seule perspective, notamment par les services sud-africains. On rappelle à cette occasion que Jeremy Thorpe est un adversaire du régime d'apartheid et que Harold Wilson, alors qu'il était Premier ministre, avait déjà dénoncé la manœuvre. Mais ce rappel peut tout aussi bien coûter quelque plume au Parti travailliste. N'est-ce pas Harold Wilson qui, lorsqu'il était aux affaires, avait tout fait pour étouffer les premières rumeurs du scandale Thorpe ?



Maïakovski et Lili Brick en 1929.

« Lili aime moi »

● Lili Brick, la compagne de Maïakovski est morte à Moscou

14 avril 1930 : Maïakovski se suicide. Son dernier mot, écrit, sera pour sa compagne, Lili Brick : « Lili aime moi... ». Lili, elle, a survécu. Jusqu'à ce triste soir du vendredi 4 août où elle vient de éteindre calmement à Moscou. Elle avait 84 ans.

De Maïakovski, mort, elle lutta toute sa vie pour préserver la mémoire des embaumements officiels et des récupérations bureaucratiques. C'est ainsi que jamais elle ne mit les pieds dans le grand musée de marbre prétentieux que les dirigeants du Kremlin consacrent au poète, en ayant bien pris soin d'expurger de ses œuvres toute notation critique ou anticonformiste.

Jusqu'à sa mort, Lili incarne la fidélité. Fidélité à une certaine idée de l'art et de la culture, telle que les futuristes russes l'entendaient, aux côtés de la révolution, fidélité à ses amis, à Maïakovski, en premier. Dissidente de toujours mais contestatrice discrète, les purges l'épargnèrent. Mais nombre de ses compagnons furent décimés par l'époque stalinienne (comme par exemple le général Primakov, fusillé pour « trahison »). Elle ne s'engagea cependant vraiment qu'au cours de ces dernières années pour obtenir la libération du cinéaste Paradjanov.

Écoutons-la une dernière fois : « Quand je serai morte, ils pourront faire de Maïakovski ce qu'ils voudront ». Et félicitons-nous de l'hommage indirect des caciques de la littérature russe : les références à Lili Brick ont disparu de toutes les publications officielles et son nom ne figure ni dans l'encyclopédie littéraire, ni dans la grande encyclopédie soviétique dans la partie consacrée à Maïakovski.

Simon Ploëch



Prologue de « la Flûte des vertébrés » poème de Maïakovski écrit en 1915 et dédié à Lili Brick.

A vous toutes,
que l'on aime et que l'on aime,
icône à l'abri dans la grotte de l'âme,
comme une coupe de vin à la table d'un festin,
je lève mon crâne rempli de poèmes.

Souvent je me dis ---
et si je mettais
le point d'une balle à ma propre fin.
Aujourd'hui,
à tout hasard,
je donne mon concert d'adieu.
Mémoire !
Rassemble dans la salle du cerveau,
les rangs innombrables des bien-aimées.
Verse le rire d'yeux en yeux.
Que de noces passées la nuit se pare.
De corps et corps versez la joie.
Que nul ne puisse oublier cette nuit.
Aujourd'hui je jouerai de la flûte —
sur ma propre colonne vertébrale.



Au Japon, à Hiroshima, une manifestation contre les armes nucléaires, la bombe atomique, a rassemblé plusieurs milliers de personnes (photo AFP).

et pourtant elle tourne

● Castes pas mortes

Cinq personnes dont un policier ont été tuées samedi à Nagpur, dans l'Etat indien de Rarashtra, dont Bombay est la capitale, lors d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants. Les affrontements durent depuis une dizaine de jours à la suite d'une décision du gouvernement de l'Etat de donner à l'université Marathawada le

nom d'un dirigeant de la communauté des intouchables.

● Le shah promet des élections libres

Le shah d'Iran a annoncé samedi que les prochaines élections en juin prochain seraient « libres à cent pour cent » et qu'il était décidé à accorder les libertés poli-

tiques telles qu'elles existent dans les démocraties occidentales. Le sanglant tyran iranien a fait cette déclaration à la nation, à l'occasion de « la journée de la constitution ». Le projet, soutenu par les Américains, est d'instaurer une monarchie constitutionnelle, qui permette de sauver le trône des Pahlavi. Le régime doit en effet faire face à une opposition très forte animée par le clergé musul-

man chiite et par des éléments de gauche et marxistes. Depuis plusieurs mois, des manifestations se déroulent tous les 40 jours, régulièrement réprimées dans le sang. La conception que le souverain iranien et sa police, la Savak, peuvent se faire des libertés démocratiques, n'est plus à démontrer.

L'AFP, SIMONE / HUBERT / S. U. / PHO. U.

Le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) a reconnu, mercredi 2 août, avoir retiré ses combattants du port de Massawa et de la ville de Decamere. Parallèlement, le régime éthiopien, le DERG, affirme avoir conquis trois nouvelles localités, Areza, Digsa et Segenite et brisé le siège de la capitale érythréenne, Asmara. Sur le front ouest, après la prise des villes

de Mendefera, Oum Hagger, Tessenei, l'autre front, le FLE, ne contrôle plus que la cité d'Agordat. Encore a-t-il laissé entendre qu'il ne chercherait pas à la défendre coûte que coûte. Face à ce bilan, impensable il y a quelques mois, force est de se demander comment un tel retournement de situation en faveur du régime de Mengitsu a été rendu possible ?

L'agonie du peuple érythréen

100 000 morts, 1 000 villages rasés, 800 000 déracinés

SANS remonter très loin, au moment où l'armée éthiopienne jouait le « rouleau compresseur » en Ogaden, le bilan de son état-major en Erythrée était des plus déplorables. 40 000 hommes d'Addis-Abeba se trouvaient inexorablement prisonniers dans cinq villes-garnisons, encerclées dont Massawa (dans la base navale seulement), Barentu, Assab et Asmara.

Toutes les précédentes offensives, « marches rouges » avec des milliers de paysans recrutés et armés à la hâte ou opérations pour desserrer l'étau adverse, s'étaient soldées par de retentissants camoufflets. Des milliers de tués, de prisonniers, des centaines de désertions, des mutineries, des armes et véhicules saisis en grand nombre, des dépôts d'essence détruits... la note était des plus sévères.

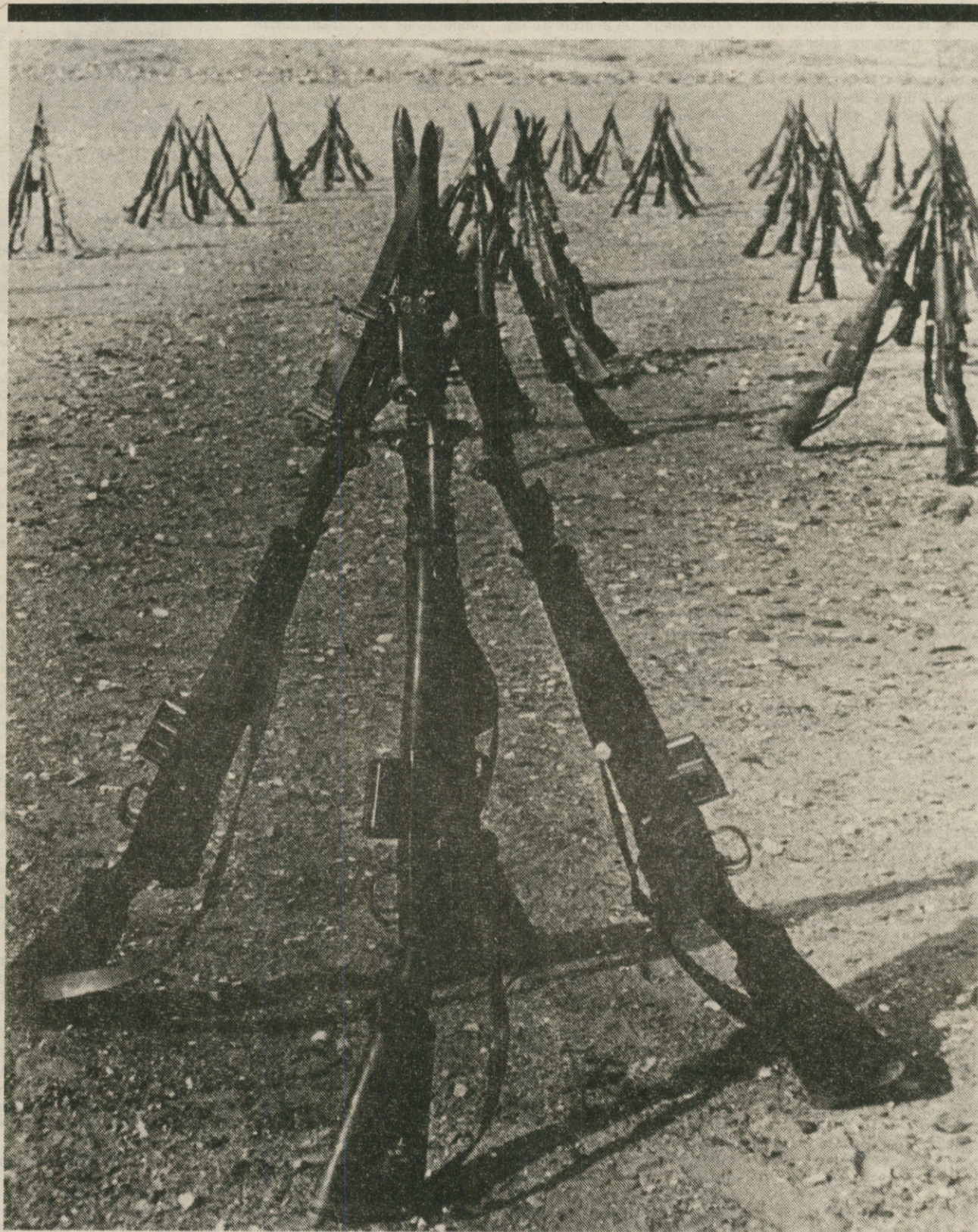
L'effondrement du FLE

La saison des pluies rendant le terrain particulièrement difficile pour l'armée éthiopienne et le climat insupportable pour ses hommes devant, aurait-on pu croire, ternir encore plus les espoirs guerriers d'Addis-Abeba. Il n'en a rien été bien au contraire.

Début mai, une nouvelle offensive est lancée, impliquant 10 divisions selon trois axes : au nord, vers Tessenei et la frontière soudanaise ; vers l'ouest, à partir du port de Massawa ; du sud, en direction de la capitale Asmara. 300 000 hommes au moins y sont impliqués, dotés d'un matériel sophistiqué d'origine soviétique, le tout supervisé par des instructeurs cubains.

Vers le 25 juillet, Tessenei est prise, puis, dans la foulée, Mendefera, la capitale administrative du FLE et nœud de communications essentiel avec le Soudan, vers lequel fuient les populations civiles, 7 000 personnes ayant rejoint les 30 000 Erythréens qui s'entassaient dans des camps à la frontière.

Actuellement, après l'effondrement du FLE, c'est donc 1/5 du territoire érythréen, hier encore tenu à 95 % par les fronts, qui se trouve sous le contrôle éthiopien. La rapidité de cette avance éthiopienne surprend en outre par le fait qu'elle a été obtenue presque sans combats. Quoi qu'il ait affirmé Ahmed



Nasser, président du FLE, en déclarant qu'il s'agissait là « d'un plan d'évacuation prenant en considération des nécessités politiques et militaires », il n'est pas niable qu'on vient d'assister à un recul qui, par certains aspects, a pris l'allure d'une débandade. A quels facteurs doit-on l'attribuer ?

Essentiellement, aux fragilités politiques et militaires du FLE. Fragilité politique

dont témoigne le passage du côté du FPLE de nombre de ses militants les plus à gauche, en même temps que ses éléments prosaoudiens ralliaient le groupuscule d'Osman Sabeh qui s'est installé dans un bout de territoire du nord du pays. Fragilité militaire qui s'était vérifiée dans plusieurs offensives négatives du FLE.

Dès lors la difficile unité qui s'était réalisée le 20 avril

à Keren et dont un des aspects concernait la collaboration militaire ne pouvait qu'en pâtir. Car la direction du FLE pour une politique de prestige et de façade refusait dans les faits d'assumer cet accord. Lorsque le FPLE, préoccupé de la faiblesse du dispositif de défense de Tessenei, a offert d'envoyer ses renforts, le FLE s'est refusé à ce que cela se fasse.

De même, cette coordination bancaire fut la cause de l'échec de l'offensive sur Barentu en mai dernier. Le FPLE ne cachait pas sa colère et ses craintes. Elles viennent de se vérifier, l'obligeant aujourd'hui à monter en première ligne vers les anciennes zones libérées du FLE. Mais cet effort ne peut aller de pair avec le maintien du dispositif militaire antérieur.

Outre la formidable armada qui s'avance sur lui, il doit aujourd'hui compenser en mobilité ce que l'armée éthiopienne possède en puissance technique. Arc-bouté sur les zones qu'il contrôle et où il a réalisé un énorme travail de sensibilisation politique et d'auto-organisation (routes, hôpitaux, usines de montagnes, plans de défense civils, etc.) et notamment sur les hauts plateaux, il est certain qu'il va revenir à une tactique ancienne, opposant à la guerre conventionnelle d'Addis-Abeba des méthodes de guérilla expérimentées en 17 ans de lutte.

Une forfaiture mondiale

Mais on ne saurait apprécier le retournement de situation actuel à la seule aune des communiqués militaires. Une des données essentielles des succès du DERG reste l'inappréciable soutien dont il bénéficie de la part du monde entier. L'URSS et Cuba, quelles que soient les déclarations ambiguës de cette dernière, lui ont donné les moyens de réaliser cette opération. Le XV^e Sommet de l'OUA, qui vient de se terminer à Khartoum, en renvoyant le dossier érythréen aux calendes grecques, lui a fourni une espèce de quitus diplomatique. Les pays arabes qui aident les fronts, dans le cadre de calculs philistins, empêchent ces derniers de lui opposer la puissance de feu dont ils auraient besoin.

Les Etats occidentaux faisant référence à l'intangibilité des frontières héritées de leurs colonialismes laissent faire. L'opinion démocratique internationale ratiocine sur les virgules d'éventuels communiqués. Le peuple érythréen est donc seul, désespérément seul. Les pressions qui s'exercent sur les fronts, et aujourd'hui sur le FPLE, pour qu'il accepte des négociations avec pour terme un statut de « confédérés » ou au mieux « d'autonomie régionale », sont énormes. Le FPLE va-t-il être contraint de se rallier à une telle perspective, Etat érythréen avec représentation commune éthiopienne ? Dans ce cas avec 100 000 morts, 1 000 villages rasés, 800 000 déracinés — pour une population comptant juste 4 millions d'habitants — le peuple érythréen aura payé cher pour en arriver là.

Frank Tenaille

Que faisiez-vous le 21 août 1968?

QUE faisons-nous le 21 août 1968 ?

Sous un ciel de cerfs-volants, un dimanche matin à Saint-Nazaire, cette question s'imposait à moi. Fête pour la libération de Boukovsky : cerfs-volants créés avec la complicité de la Tribu Gatti, (1), par des enfants qui, en 1968, n'étaient encore qu'à venir. Or, se trouvaient réunis ici par Armand Gatti défiant tout calcul de probabilité, ces enfants de Saint-Nazaire, des anciens du Mai 68 français et les Pliouchtch, ainsi que Victor Feinberg et Natalia Gorbanevkaïa. Ces derniers ayant manifesté place Rouge, quatre jours après l'intervention soviétique à Prague, contre ce printemps, là-bas. Manifester à 7 : en toute logique d'Etat, faut être fou. Surtout quand, comme Natalia, on cache les banderoles pliées dans le lan-
deau du petit dernier. N'y

manquaient, à cette manif, que les escaliers d'Odessa. Mais, les bureaucrates n'allant pas voir des films subversifs, Feinberg et Gorbanevkaïa avaient dû subir des expertises psychiatriques et quelques années de camp.

D'où ils sortaient à peine. Et je me demandais, en les voyant « jouer », ce que nous faisions nous, le 21 août 1968, ce jour où les chars...

Cette question, Jean-Paul Fargier la pose, dans son livre récent : « Atteinte à la fiction de l'Etat » (Gallimard). Là, cette question qui ouvre à l'amour, ouvre le livre et en est le prélude. Même si les musiques qui le portent et le traversent sont celles d'Archie Shepp, de l'Art Ensemble of Chicago, de Carla Bley et Charlie Haden, de Sonny Rollins, de Theodorakis, Marti Servat... et « l'Internationale ».

« Rusaci jdete romu »

Le 21 août 1968, Roman (il s'appelle Romain, mais elle n'arrive pas à prononcer) « est né en regardant couler les larmes de la désillusion dans sa barbe de savon ».

Le 21 août 1968, elle, Judit, « achève d'écrire sur un blindé soviétique le cri que son ami Milan, foudroyé à bout portant du haut de la tourelle d'un char, n'a pu finir de jeter : « Rusaci jdete domu ».

Ainsi fait irruption l'amour au pays des émotions de 1968, toutes nationalités confondues, dans les livres de ceux qui sont nés entre 1940 et 1950, anciens des cinémathèques, amoureux des livres de Handke et des films de Wenders, ceux qui remercient les éditions de l'Age d'homme, car, en l'été 1977, sans les « Hauteurs béantes » de Zinoviev, comment aurions-nous pu vivre ?

Ceux, surtout, qui ne reviennent pas camper à Argelès, mais y saluent d'un poing levé ou d'un clin d'œil une minuscule stèle qui, quand les pêcheurs sont en

fleurs sur fond de Canigou enneigé, résume l'espoir espagnol et le printemps catalan.

Histoires qui se sont toutes croisées au camp d'Argelès, du côté des brigades internationales. Histoires qui ont créé la génération des Romain et des Judit, et qu'ils échangent à bouche-je-te-veux entre Athènes et la Suisse, dans une planque en forme de chalet, nommée Glen Ellen, en hommage aux révolutionnaires américains persécutés par le talon de fer. En hommage aux deux London de ce livre : Jack et Arthur.

Elle, Judit, offre le récit d'une poignée de Kapétanios, partisans grecs condamnés et trahis par le parti, parce qu'ils n'avaient pas voulu déposer les armes.

Il, Roman, lui offre la fin des vers à soie assassinés par les dérivés du pétrole, les usines abandonnées le long des rivières, les champs en terrasse envahis par la frigoule et la bourrache, les murs qui s'éboulaient... les Cévennes.

Elle lui fait alors cadeau de l'exode de son père, qui avait participé à la république des conseils slovaques, à la guerre

d'Espagne, à la résistance française, et qui, face à l'appareil stalinien, a résisté, résisté, résisté...

Contre n'importe quel commissaire

« Ton père, avec qui les faisait-il sauter, ces trains ? En Espagne ou en Bohême ? En Espagne... Je vais te dire, moi, avec qui. Avec un trotskyste belge, un anarchiste italien, un socialiste anglais, un humaniste français et un idéaliste américain. Voilà. Dans la nuit parfumée par les oranges en fleurs, au milieu des rails qui se tordent et des ponts éventrés, il avait appris la vanité du sectarisme et la futilité dangereuse des dogmes. Dès lors, il était armé pour résister, dix ans plus tard, à n'importe quel commissaire... »

Roman et la guerre d'Espagne ne s'étaient rencontrés qu'à travers les vues rescapées d'un film de montage et le Music Liberation Orchestra. Alors : mythe ou fiction ?

« L'inédit était en lui, cette fascination grandissante pour des destins errants. Lui dont

les ancêtres ne s'étaient jamais mus que dans trois départements français, quittant quelque caladou cévenol pour les plaines du Rhône, voilà qu'ils se trouvaient aimantés par des biographies à l'échelle de l'Europe. »

Luttes à l'échelle du monde et luttes à l'échelle d'une région font tendrement et passionnément l'amour. Leurs mots de passe se chantent sur des airs de Theodorakis avec les mots de Servat.

Quand elle disait Prague, il voyait Besançon. « La même colère, la même intelligence, la même astuce, le même espoir brisé aussitôt renaissant. » Par Pont-Neuf et pâtisserie viennoise, par éclairage truqué à la lumière du matin, elle l'initiait à Prague, à travers Paris et lui épelait les noms tchèques qui avaient croisé sa vie.

Elle disait Prague, il voyait Besançon

Elle disait Prague, il voyait Besançon, « avec cet éclairage de faux souvenirs, de références piégées, de fabuleuses anecdotes : que se passait-il vraiment entre Judit et Roman, sinon une sorte de transfusion mythique. La migration des récits, entamée à Paris, s'accélérait. Les vases communicants réduisant l'inégalité des préjugés, la dissymétrie des clins d'œil, la disparité des ignorances, la dissonance des illusions. Dans quel but ? Peut-être de parvenir un jour, par-delà une histoire commune, à une fiction partagée ? »

« Fiction contre fiction, ce n'est pas la meilleure qui gagne, mais celle qui ne s'ignore pas telle. » Alors : atteinte à la fiction de l'Etat.

Pour lui, c'est une chose simple. Passer à l'antenne les 60 ou 100 secondes qui suivent l'enregistrement d'un discours présidentiel. Ces 60 secondes où « le chef se dégingle, se dégingle, se démantibule, se tortille comme une glace à l'italienne, sourit narquois, satisfait ». Celles qu'on coupe pour entonner « la Marseillaise » et qu'il a passé, crime de lèse-monarque. Viré !

Pour elle : « La fiction de l'Etat ressemble beaucoup à un verre Duralex : incassable tant qu'il ne se casse pas,

mais quand il casse, c'est en mille morceaux irréparables que personne ne raccommode jamais. »

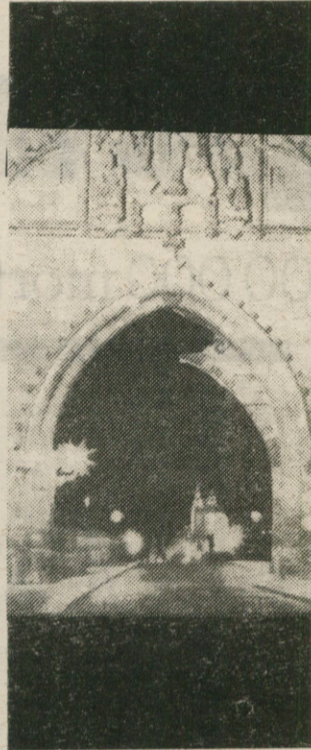
Quelle est alors cette botte secrète, cette arme absolue capable de faire de la matière, la plus solide une poussière d'éclats ?

Rien d'autre qu'une fiction, une autre fiction, une fiction autre. En l'occurrence, celles des droits de l'homme et du citoyen, cette scène primitive de la démocratie.

Le salut venait de l'Est. Mépris et haine pour ceux qui hésitent entre le mot « répropré » et le mot « désappropré »... alors qu'il n'y a pas de mots pour ça : l'entrée des chars à Prague.

C'est pourquoi ils avaient mis de côté tous les mots en « isme ». Mais comment désigner ces liens sans contraintes qui unissent aux siens ? « Les siens, voilà ce qu'il fallait dire. Elle avait signalé, Judit, ses positions aux seins. Ceux dont l'avenir et la liberté dépendent autant d'elle que son propre et libre futur dépend d'eux. »

Pour Roman, c'est ça l'autonomie, qu'il découvre en épelant son contraire : l'Etat, et en rejetant toute théorie (y compris marxiste) qui repousse son dépérissement aux calendes grecques. « On peut commencer par de petites



conquêtes, des révolutions minuscules, des rebellions localisées, des désassujettissements minoritaires qui bouleda-neigeront, qui tâche-d'huileront... » C'est « ça ou la prise de pouvoir d'Etat et tout ce qui ne s'en suit pas. Pas d'autre alternative. Et faire la fiction de l'autonomie généralisée. Pas d'autre rêve d'avenir. Pas d'autre avenir en rêve ».

Et c'est là entre le coup d'Etat au Chili, « stupeur, peur, pleurs, ongles qui entrent dans la chair, mains qui s'étreignent et disent la douleur », et la chute des colonels grecs, quand tout le monde converge vers la place « noire de gens rouges de colère », que s'inscrit ce livre.

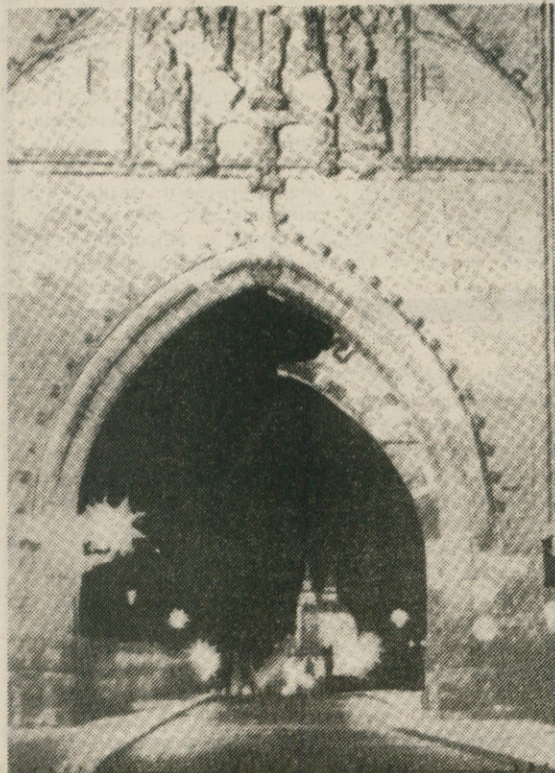
Entre confitures et révolution. Il s'écrit « jouitendre, jouissance-à-lui-tendre », car ce roman, comme le veut son époque, n'aime pas les « filles blotti-minou, minaudant, chatouettes — seulement les femmes évadées — pas facile — du modèle femme-enfant et même du modèle femme-femme ».

Surgies de l'armée des ombres, dans le clair obscur de leurs baisers qui au loin les suivent.

C'est un livre bleu, de tous les bleus et d'abord de ses yeux à elle, bleus pastèque. Quelque chose entre pastis et pistou. Bleu Méditerranée, quoi. Et la Méditerranée, c'est mon pays.

Dominique Ajoupa

(1) En février 1976, Armand Gatti et sa tribu suscitaient une série de spectacles sur le thème des « Canards sauvages », ces étranges animaux qui ne peuvent voler dans le sens du vent, sous peine de tomber gelés. C'était consacré à la dissidence en URSS et à ce qu'elle touchait en nous. Voir les « Rouge » de l'époque...



Prague, vue du pont Charles.

M
O
N
T
R
E
A
L

Vi
lle

in
trou
va
ble

.....Mirabel Airport.....Le Québec ressemble au Québec.....La première route trop grande.....La première lumière trop blafarde.....

Consolidated Warehouse Corp. Storage. Un bâtiment de briques rouges, les lettres blanches sur fond verdâtre. Posé sur un terrain vague de boue et de neige — oublié. Four Roses: la tour de briques domine la nuit avec son enseigne clignotante qui se reflète dans le fleuve, Farine Quatre Roses, tiens c'est là que les meuniers ont fait grève pendant des mois.

Molson, toujours en brique celle-là, M. Molson est an-

glophone et roi de la bière, la vieille dynastie des maîtres de Montréal est puissante et arrogante. Ses usines dominent le fleuve et ses maisons juchées dans Westmount, accrochées aux collines escarpées et fleuries de Montroyal, surveillent Saint-Henri et les générations d'ouvriers qui s'y entassent. J'achète « Bonheur d'occasion » et je traverse Montréal à la recherche des traces des héros misérables de ces années 39.

« joul », dont j'ai oublié les mots mais pas la colère. Il y avait aussi un soleil gigantesque collé sur un mur de brique; il luisait dans la nuit sans envoyer de lumière, un soleil lumineux, orange, rouge et jaune, je fermais les yeux mais je voyais encore ce soleil; à ce moment-là, je devais être pas mal saoul, sinon je m'en souviendrais mieux de ce soleil, mais je ne savais toujours pas qui je devais voir à Montréal.

Plus tard, ah oui, il faisait jour, le taxi était immense, long et chaud, je somnolais sur Sherbrooke et Maison-neuve, la radio postillonnait des ordres confus, je me rappelais qu'au moment de l'enlèvement de Cross et Laporte, le FLQ avait utilisé des taxis mais je ne savais plus pourquoi, les secousses de la pente de Mac Gill me soulevaient le cœur, sur Wellington la grisaille était revenue avec le crachin, je descendais à Pointe-Saint-Charles et je rentrais dans un restaurant pour bouffer

deux œufs jaunes. Je prenais le journal, il était en polonais et je commençais à le parcourir en pensant à Christine K.; elle, elle saurait le lire puisqu'elle est polonaise, le boss me regardait d'un air étonné, il me parlait en polonais et puis en anglais, il finit par me demander ce que j'ai dit, je lui dis « rien » en français, et puis en anglais, « another coffee, please », il me le servait mais il trouvait que j'avais l'air louche, moi aussi je lui trouvais cet air, je sortais, je me gelais. Il crachine sur Lachine et je vais me coucher.

Je pourrais aussi raconter le festival du jeune cinéma québécois, mais ce serait chiant (pas le festival, mais ce que j'en dirais), il y avait 88 films, dont le plus court durait deux minutes, je l'ai vu, c'est « la Professionnelle », il y en avait plein de formidables et les plus mauvais étaient ceux de Gilles Carle, qu'on voit en France, c'est quand même incroyable des trucs pareils.

Trois mois après, alors que j'enfile des images maussades de la ville du Québec, je rêve de partager encore ces images de neige boueuse et de maisons de bois, que, comme un déchi-

rement, je sens à 5 000 km de moi. Mais je sais que si j'y retourne je ne la trouverai pas plus: les villes qui n'ont pas de centre restent impénétrables.

Michel Samson

Bleu, rouge, sale

Verdun. Une vieille fenêtre à guillotine: les lettres argentées annoncent le Regroupement des défavorisés; un panneau: « La taxe d'eau, on la paye pas ». A Verdun, il y a plus de 20 % de chômeurs qui gagnent moins que notre SMIC. Je ne sais pas très bien qui je suis venu voir à Montréal.

J'ai pris le métro rutilant et gris qui va trop vite. Les conducteurs ont fait grève quand j'y étais parce qu'ils en avaient marre que leur outil de travail serve aux suicidés qui savent qu'on ne se manque jamais si on le prend de plein fouet à l'entrée de la station. Je suis sorti à Berri-de-Montigny et j'ai remonté Saint-Denis indéfiniment, le long des maisons baroques. Il n'y a

pas de place en largeur dans cette ville.

Ce matin, je suis retourné marcher dans Verdun. Les pâtisseries étalaient les gâteaux blancs en forme d'autel pour communions et mariages (n'oubliez pas que Montréal est catholique).

Verdun Yacht Club, le long d'un bras sale du Saint-Laurent qui charrie des plaques de glace à toute allure, des barques rouges, vertes et bleues, retournées dans la neige, qui décidément en avril n'arrive plus à être blanche. Derrière le siège du club, une barque en bois bleu déginglé, un homme file entre neige et ciel (n'oubliez pas que Montréal est une ville pauvre où 34 % des gens vivent au-dessous du seuil de pauvreté).

L'odeur glaciale du béton

Marcher, marcher, prendre les bus qui défilent les rues, descendre Sainte-Catherine, remonter Papineau, enfile Sherbrooke jusqu'au parc olympique.

Sous les voûtes glacées de béton gris soufflait le vent et j'ai enfoncé la tête dans les épaules pour cacher mon cou sous la parka verte, j'ai suivi les couloirs qui passaient sous les colonnes, j'ai poussé les portes en verre qui résistaient, j'ai trouvé une esplanade trop grande avec des suites de numéros, je n'arrivais pas à monter les escaliers recouverts de 15 cm de glace, deux fois, trois fois, ces escaliers inaccessibles tant la couche était épaisse. J'ai continué de tourner et je sentais lentement couler dans mon dos l'odeur glaciale du béton, je n'arrivais pas à pénétrer dans ce stade et j'avais froid jusqu'à en avoir peur, j'ai forcé le pas et je suis retourné vers l'avenue Pie XII (saloperie de

nom de rue) et de là j'ai vu la tour.

Inachevée l'effroyable tour de béton épaisse, qui devait monter au-dessus du stade comme le mât d'un navire fou, cette tour hérissée de ses carcasses métalliques, rouillées, ébréchées comme une bouche blessée, grise et froide, épineuse... j'ai repris le métro jusqu'à Berri de Montigny, et j'ai enfilé la rue Saint-Denis. En long dans cette ville interminable, introuvable, cette ville que je cherche encore. Suite de maisons (suite comme on dit une suite musicale), suite de maisons en brique, aux balcons de bois, à un étage, dont l'escalier vient descendre sur le trottoir, festons en bois peint, bleu, rouge et vert. Blanc. Multicolore.

Dans une « transversale », une vieille Lincoln dont le pare-chocs gémit d'usage en attendant le dégel qui s'annonce et qui commence à être libérée de la neige grasse qui l'étreint.

Frite-vinaigre

J'ai bifurqué sur Montroyal et j'ai sauté dans le bus. Je ne sais pourquoi les passagers savaient que j'étais français et me regardaient d'un air las. En haut de la côte Camillien-Houdé, j'ai sauté du bus et je me suis planté dans le vent qui balayait le cimetière de la côte des Neiges. Tout en bas, le Saint-Laurent roulait sous le pont Jacques-Cartier. Tout en bas, je voyais ce bulding noir et long dont les 4 derniers étages sont une prison.

N'oubliez pas que Montréal est une ville de l'archipel Bloodbath, l'archipel bain de sang du continent nord-américain. Je suis descendu; à Berri de

Montigny, j'ai pris une frite-vinaigre avec un café. « Le Devoir » (il y a un journal qui s'appelle « Le Devoir »: pour dire que les catholiques d'ici se sont payés le luxe d'intégrer dans leur folie celle des protestants avec leurs impératifs absolus) m'apprenait qu'Althusser critiquait la ligne du parti: la politique française n'a pas exactement le statut de « politique étrangère » ici.

Cette fois, c'était la nuit sur le carré Saint-Louis-Square, ou plutôt, parce que l'ordre compte, Square-Saint-Louis-Carré. On m'a montré la maison de Pauline Julien, (enfin quelqu'un que je connais), sa maison est toute couverte d'un poème

Et dans la paix des arbres

Les yeux pleins de films, j'ai pris le métro. Station Victoria, il pleuvait sur les buldings, je suis resté planté, les yeux rivés vers le ciel que trouait en cadence arrondie un canon à lumière, un phare sur la mer de la ville; l'eau me coulait dans le cou et le bus ne venait pas qui devait m'emmener vers la « pointe », comme on appelle Pointe-Saint-Charles, il est arrivé en somnolant et je l'ai pris. Le billard anglophone était fermé, les wagons du Canadian National se cognaient dans la nuit et l'écho de leurs étreintes métalliques rebondissait sur les toits, les freins gémissaient leurs serremments et la nuit était secouée d'ondes de fer et de lumière que se renvoyaient les ateliers du Canadian National, les voies ferrées, les tunnels et les usines assoupies. Là-haut, Westmount dormait dans la paix des arbres et des pelouses.

Tendre Westmount, plus doux que les quartiers des falaises d'Étretat, Westmount feutrée de pelouses et d'arbres, les rues escaladent en lacets paisibles la montagne de Montréal, les maisons se lovent au milieu d'arbres centenaires. Et l'espace s'ouvre sur l'immensité de la ville. Trudeau, qui règne en français sur le Canada entier, connaît cet endroit et l'aime, et Charlebois s'y est maintenant établi avec sa famille et son argent.

De Saint-Denis, j'ai bifurqué sur Rachel et je suis arrivé sur Saint-Laurent. Les « délicatessen » débitaient des cornichons yiddish et des charcuteries slaves, j'entrais dans une taverne pour manger un jarret de porc avec trois bières.

(Le CECCO, commission d'enquête sur le crime organisé, était en train de travailler sur le racket dans une petite ville de l'Est. Je me rappelais qu'elle avait eu son plus gros travail à propos des trafics de viande à Montréal; trafics dont la Mafia contrôlait peut-être l'essentiel et qui impliquait toute la ville, ou plutôt toutes ses autorités. Une fois l'enquête sortie du sensationnel la routine reprenait. Et le trafic s'organisait sur autre chose. le trafic de

béton par exemple avec le plus grand scandale financier de la ville pendant la construction des centres olympiques, le tout organisé par Drapeau, le maire mégalomane élu... contre la corruption de la ville, une sorte de Pradel québécois, la démesure en plus. La démesure, qui fait de Montréal une des villes les plus endettées du monde et des habitants de la métropole, parmi les plus imposées localement... « Le devoir » continuait de moraliser tandis que son ancien directeur prenait la direction du Parti libéral en attendant de reprendre le pouvoir à Levesque, le Premier ministre québécois, du parti, du même nom. La bière était trop lourde et le vent chaud m'étouffait. Pourquoi étais-je venu en avril à Montréal ?)

Sur Sainte-Catherine, je rencontrais les employés d'une administration sociale qui « piquetaient » devant leur compagnie et des lycéens devant leur CEGEP. Je ne trouvais pas les grévistes de la radio en arrêt depuis 9 mois. Au palais de justice comparaissaient les grévistes de Commonwealth Plywood, ouvriers des contre-plaquéés attaqués par les « scabs » (les jaunes) et les « fiers-à-bras » aidés par la police. Le juge condamnait leur syndicat dans ces audiences propres, remises à neuf, comme le bâtiment de la justice. Partout les grèves longues dures partout « les scabs » et les flics.

Montréal continuait de s'étendre indéfiniment sur son île. Et je continuais de marcher à la recherche de cette ville, nord-américaine, française, québécoise, italienne, juive; j'étais comme un étranger et je commençais à l'aimer sans la trouver.

La lune se reflétait sur la neige, frayan son pâle éclat entre forêts et clairières. Collé au hublot, je me sentais trop seul pour me taire. A droite de l'avion défilait lentement la carte lumineuse de la cité, éclairée comme un flipper, enroulée autour de la masse sombre du Mont-Royal, croisements rectilignes et successifs parfois interrompus de tréçées plus brillantes où je croyais reconnaître les voies rapides qui m'avaient inquiétées.



Inventer les mots, les images et les gestes

L'abécédaire
conditionnel
de Michel Garneau
à théâtre ouvert



Les « Improvisateurs » de Michel Garneau au travail. (Photo Anne de Guise.)

Le 32^e Festival d'Avignon sera clos ce soir. Que restera-t-il de ces beaux jours ?

Au nombre des souvenirs qui devraient longtemps persister, il faudra sans doute compter celui que nous laisse « l'Abécédaire conditionnel ». Or, il ne s'agit pas d'une pièce de théâtre. Début juillet, à l'invitation de Théâtre ouvert, un poète québécois, Michel Garneau, s'installe avec six comédiens à la chapelle des Cordeliers. Il ne s'agit pas pour eux de monter un spectacle, mais de travailler comme ils l'entendent. Et on verra. On a vu la liberté se manifester jour après jour.

Trois femmes et quatre hommes montraient ce qu'une recherche artistique libre peut produire. Des gestes nouveaux, des mots inouïs, des notions jusque là impensées. On en apprenait tous les jours, en même temps que Garneau et son « gang ». Une leçon de choses humaines à laquelle assistaient chaque après-midi une centaine de spectateurs sagement assis sur les bancs de la Chapelle, aussi durs aux fesses que ceux des vieilles écoles.

Une pièce de théâtre que Garneau tirera des notes et croquis de l'expérience résumera cette leçon, pour la nécessaire information d'un public plus large.

Avant leur départ et le repos qui précédera l'écriture de cette pièce, Garneau et ses amis nous ont expliqué leur méthode de travail. Elle est née d'une réflexion sur la question de savoir comment lutter contre le mutisme des opprimés, contre la parole et les normes culturelles des oppresseurs.

J. S.

Michel Garneau. — L'expérience est née d'une proposition qui m'était faite de mettre en relation un travail d'écriture avec un travail d'improvisation théâtrale. J'allais donc chercher six improvisateurs dont je connaissais les qualités particulières. Avec eux nous travaillerons en atelier d'écriture comme il m'était déjà arrivé de le faire dans le théâtre ou avec des enfants, des professeurs en recyclage, etc. Ici la nouveauté consistait à lier ce travail d'écriture à celui de l'improvisation. Comment ces deux ateliers mis en interaction allaient-ils se nourrir mutuellement ?

D'abord l'atelier d'écriture. Comment allait-il produire ? Tout simplement, sur une scène de jeu. Nous sommes à cent lieux d'une conception de l'écriture comme extirpation solitaire, accouchement douloureux. Prendre l'écriture pour ce qu'elle est, c'est-à-dire pour une variété historique des phénomènes de langage qui n'appartient en propre à aucun individu et qu'on serait donc bien en mal d'arracher de ses entrailles. Travailler avec le hasard, dans des manipulations collectives, jeux de « cadavres exquis »... C'est notre méthode.

L'atelier d'écriture et l'atelier d'improvisation s'alimentaient mutuellement en idées, en mots, en images. Cela a fonctionné à fond pendant la première semaine. Puis il est apparu que l'atelier d'écriture, qui fonctionnait avec sept personnes tous les soirs, avait assez produit pour nourrir l'atelier d'improvisation pendant tout un temps. Nous l'avons donc mis en sommeil, nous disposions d'un matériel suffisamment passionnant, troublant, difficile. Mon travail personnel changeait donc de nature. Après avoir animé l'atelier d'écriture, le temps était venu pour moi de m'imprégner des recherches des improvisateurs.

● **Improvisations verbales aussi, recherche sur le vocabulaire et sur la phonétique...**

Robert. — C'est la plus difficile. Nous y sommes pourtant venus assez aisément parce qu'en montant sur scène nous avions dans la tête les jeux de l'atelier d'écriture.

● **Aviez-vous connu des expériences similaires au Québec ?**

Robert. — L'établissement d'un certain rapport entre improvisation et écriture est une expérience qui ne s'est jamais menée au Québec. Le travail d'improvisation, quant à lui, est une chose banale chez nous surtout depuis une dizaine d'années. Elle est étudiée dans toutes les écoles d'art dramatique. C'est le produit du grand chambardement culturel de 1968.

Garneau. — Les acteurs s'emparent de ces vieilles techniques oubliées car ils commencent à se définir différemment.

Louise. — Ils décident de faire collectivement leurs propres spectacles. Ils ont donc besoin de l'improvisation.

Yves. — Manière aussi de trouver une solution au sous-emploi des acteurs, manière enfin de trouver un théâtre qui corresponde enfin à ce que les gens vivent. Le théâtre d'avant 1968 n'avait rien à voir avec la réalité.

Garneau. — Les recherches entreprises pour un nouveau théâtre trouvent aussi leur origine dans la volonté d'affirmer notre identité québécoise. Les jeunes acteurs voulaient faire tout de suite du théâtre québécois, ils en avaient assez d'attendre que l'on déniche des auteurs introuvables. Il fallait donc inventer des vocabulaires nouveaux, et donc effectuer ces recherches ensemble par la création col-

lective. Son outil privilégiée est l'improvisation.

● **Pour se réapproprier un patrimoine culturel ?**

Garneau. — Non pas un patrimoine, non pas la culture des moribonds qui s'accrochent à une idée associée au conservatisme linguistique, les mêmes qui lèchent les bottes du pouvoir. Non. Les forces vives du peuple québécois n'ont rien à faire de ça. Elles n'ont pas le droit à la parole. Ce qu'elles recherchent c'est la voie de leur expression politique donc culturelle. Comme ailleurs, il y a au Québec un combat entre la politique culturelle des gens et des artistes, entre ceux qui nous ordonnent de « bien nous exprimer » dans le français de l'école française, et nous qui nous battons pour nous exprimer à notre manière. Il en sera ainsi jusqu'à ce que la société change.

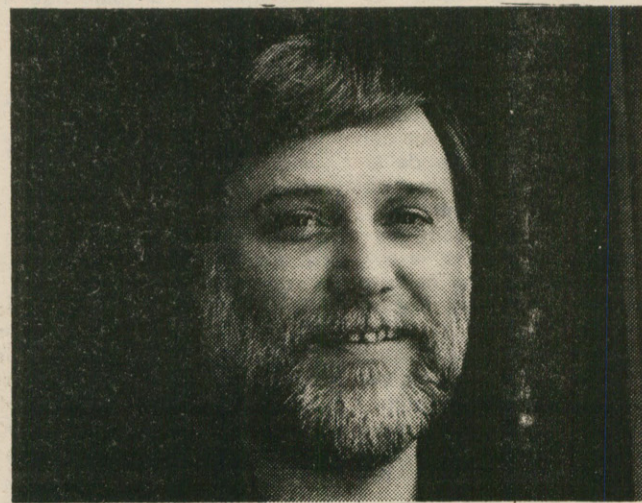
Dans ce contexte, les créations des dernières années ont immédiatement été perçues comme subversives. Elles mettaient en scène des personnages — dans des pièces politiques ou non — comme il y en a dans le monde. Des personnages qui parlaient comme nous, « mal », avec un « mauvais » accent. Et ces créations sont collectives. C'est très important. Car elles

sont l'émanateur d'une révolte collective contre la ségrégation dont nous sommes victimes. Tout cela a commencé en 1968 quand nous avions tous les yeux fixés sur ce qui se passait aux USA, avec la révolte contre l'impérialisme américain et sa sale guerre au Vietnam. Il ne faut pas oublier que les Américains possédaient un tiers des terres québécoises. Dans ce combat, le théâtre dont nous parlons a développé des méthodes de travail différentes. Par exemple la performance d'acteur ne nous intéresse pas, tout comme « l'idée géniale » du metteur en scène ou de l'auteur.

Robert. — En soit, par exemple, je me fous des idées de Vitez sur Molière...

Garneau. — Dans un théâtre différent, où les buts sont clairs pour tout le monde, ceux d'une lutte contre la ségrégation et l'oppression, les rapports entre acteurs, auteurs et metteurs en scène sont nettement modifiés. Après l'expérience d'Avignon, où nous n'avons jamais été aussi loin dans la liaison entre l'invention des mots et celles des gestes, j'aspire à pouvoir continuer à écrire avec des acteurs, à la recherche de nouveaux vocabulaires.

Propos recueillis en québécois par Jean Sempéray



musique

Renouant en 1971 avec une tradition d'avant-guerre, les Chorégies d'Orange ont beaucoup fait pour réarmer le succès populaire de l'opéra en France ; même si l'on reste loin des manifestations de masse fréquentes en

Italie, en Allemagne ou même en Grande-Bretagne. Leur principe est assez simple : vous prenez un site formidable — le théâtre antique dominé par la statue d'Auguste, empereur romain — doté d'une bonne acoustique et situé en zone

généralement favorisée par la météorologie ; moyennant quoi, une fois réunis ces éléments « naturels », il vous reste à réussir une double opération : faire venir entre 6 000 et 10 000 personnes payant assez cher le plaisir, à peu près

unique en France, sauf peut-être depuis 3 ou 4 ans à l'Opéra de Paris... mais Paris, c'est pas la France... ! de voir et entendre les chanteurs et les chefs d'orchestre composant la distribution idéale pour chaque œuvre.



C'est-à-dire que le budget des chorégies permet d'inviter le ténor John Vickers pour chanter « Fidelio » de Beethoven, le chef Karl Boehm pour diriger « Tristan et Isolde » de Wagner, etc. Et la relation est conditionnelle : 6 000 à 8 000 personnes n'acceptent de payer 70 à 200 F que s'il s'agit des stars du chant en question.

Disons tout de suite qu'une critique « révolutionnaire » bien-pensante de ce vedettariat aura bien des chances de tomber à côté de la plaque. D'abord parce que toutes les vedettes créées par le « show-biz » classique sont loin de pouvoir se réduire à des phénomènes socio-financiers artificiels ; le plus souvent, la gloire mondaine et le succès commercial reposent sur un talent réel. Et par conséquent, non, ce n'est nullement indifférent d'avoir entendu en 1975 John Vickers chanter « Otello » de Verdi dirigé par Lorin Maazel, ou Carlo Maria Giulini diriger en 1971 le « Requiem » du même Verdi...

Ensuite, tout simplement parce qu'on n'a pas le choix ! C'est ça ou rien ! Ou à peu près. Ne parlons même pas des conditions de la vie quotidienne que tout le monde connaît : travail, horaire, transports, enfants, militantisme... Mais tout le monde n'habite pas Paris ni l'une des métropoles de province qui ont multiplié, ces dernières années, les créations lyriques : Toulouse, Angers, Strasbourg, Bordeaux... Quant à la télé et aux disques, inutile de dire que ce n'est pas la même chose, même si c'est précieux... Alors, oui, Orange comme, sous cet angle, tous les « festivals », est une « cure » d'opéra que nous aimons pour son double aspect : prestigieux et populaire.

Si Jean Darnel et Jacques

Bourgeois ont gagné leur pari du point de vue affection du public et renommée des chorégraphes, ils n'ont pas pour autant résolu les problèmes financiers. Voici quelques chiffres concernant les 4 soirées de 1977 : « Lucia de Lammermoor » de Donizetti, « Fidelio » de Beethoven, La VIII^e Symphonie dite « des 1000 » de Mahler et un concert symphonique (comme on peut en entendre partout) : « Lucia » : 4 026 spectateurs, recette de 397 568 F ; VIII^e de Mahler, 6 255 spectateurs, 511 714 F ; « Fidelio » : 6 932 spectateurs, 689 095 F ; concert : 2 144 spectateurs, 80 130 F.

Les choses n'en restent pas là : samedi dernier, après « le Requiem » de Brahms, le ministre de la Culture était invité à une réception. Là, M. Giorgi, conseiller général et maire d'Orange, souligna « l'effort financier de la collec-

tivité locale qu'il jugeait difficilement supportable... » (« le Méridional », 31.7.1978.) Le problème est fort simple : outre la recette, les chorégies reçoivent une subvention de 181 millions de centimes : 51 du conseil général, 75 de la ville d'Orange et 55 de l'Etat (30 de la section musique du ministère de la Culture et 25 des Monuments historiques ; ceci n'est pas tout à fait exact puisque une partie de ce dernier poste ne va pas aux chorégies à proprement parler mais à la réfection du théâtre antique, etc.). Donc, la municipalité (d'Union de la gauche depuis 1977) affirme que le tiers de subventions assuré par la seule ville d'Orange est trop lourd et qu'il est indispensable que l'Etat intervienne plus efficacement.

Ce dont Jean-Pilippe Lecat a, paraît-il, convenu, assurant qu'« il est évidemment néces-

saire que les Chorégies d'Orange qui sont une expérience de première importance soient soutenues... Nous allons travailler pour que les Chorégies 1979 puissent se dérouler dans les meilleures conditions ».

Il faut dire que le gouvernement n'a guère le choix du fait de l'infirmité des manifestations lyriques de qualité en France, comme M. Giorgi n'a pas manqué de le souligner : « Nous croyons que la chorégie peut faire l'objet d'un débat national auquel nous sommes prêts à participer mais nous demandons instamment à votre ministre de se pencher avec beaucoup d'attention sur la chorégie qui ne doit pas disparaître car elle ne peut se dérouler nul part ailleurs... »

Au bas des remparts, avant le concert, tandis que les milliers de pèlerins mélomanes convergeaient vers le théâtre

télévision



12.30 Les jours heureux (série américaine). 13.00 Journal. 13.35 Acilion et sa bande (magazine). 14.25 Peyton Place (feuilleton). 18.15 Profession : amateur. Faiblesses et contradictions du sport en France. 19.10 Jeune pratique. 19.20 Actualités régionales. 19.40 Ces chers disparus : Bourvil. 20.00 Journal.

20.30 « L'Autre »

Film américain de Jonh Cromwell (1939). Avec Carole Lombard, Cary Grant, Kay Francis. Histoire d'amour et d'argent dans le Connecticut.

22.00 Les grandes personnes.

22.55 Journal



15.00 Aujourd'hui madame : Ces musiques venues d'ailleurs. 16.00 La reine des diamants (feuilleton). 16.55 Equitation : CSI Dinard. 18.00 Récré A.2. 18.40 C'est la vie : lettre ouverte à l'An 2000. 18.55 Des chiffres, des lettres. 19.20 Actualités régionales. 19.45 Top club vacances : pour les fans de Guy Lux. 20.00 Journal. 20.30 Le cirque de Corée. 21.35 Lire c'est vivre (émission de Pierre Dumayet) : Du côté du Talmud : 1. Le retour au texte. 22.15 Catch à six.

22.45 Journal



19.20 Actualités régionales. 19.40 Pour la jeunesse. 19.55 Flash journal. 20.00 Les jeux de vingt heures.

20.30 « La Brigade du diable »

Film américain de Andrew McLaglen (1968). Avec William Holden, Cliff Robertson.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, un officier est chargé d'entraîner une unité spéciale, destinée à combattre dans les montagnes de Norvège. Unité constituée de voleurs, criminels, bref la lie de l'armée américaine. L'histoire est paraît-il authentique. La figuration des truands aussi, vu qu'elle est assurée par les bérets verts américains.

22.30 Journal.

ORANGE :

quand l'opéra devient

populaire tout en restant prestigieux

antique, leurs coussins d'usage sous le bras (les gradins sont assez durs !), la section locale du PCF présentait une pétition allant dans le même sens que le discours du maire. Artistes, auditeurs, journalistes, tous ensemble, nous fûmes assez nombreux à la signer...

Ah ! Et Bhrams ? Mes « confrères » de « la Marseillaise » (PC), du « Provençal » (PS) et du « Méridional » (centre-droit, mais géré, imprimé dans les locaux du précédent ; même contenu sauf la première page !) ont tous trouvé l'interprétation du « Requiem » « très belle », pleine d'une « sérénité mystérieuse » ou encore d'une « très belle unité ». L'un d'entre eux, cependant, (Jean Abel, « le Provençal » du 31.7) note que « le chef, Rafael Frubeck de Burgos, tendait à renforcer l'impression de musique immobile, de méditation hors du

temps, de regard sur le nirvana (mais c'est que... pensée germanique et pensée orientale sont parfois assez proches... etc.) ». Bref, je me suis, pour ma part, copieusement ennuyé, ce qui est un comble si je précise que l'œuvre m'a toujours paru d'une profonde beauté, que l'Orchestre philharmonia de Londres est splendide, que les chœurs Philamornia, régulièrement invités à Orange, sont sûrement les meilleurs du monde et que Théo Adam (baryton) et Edda Mauser (soprano) ont très bien chanté leur brève partition... Alors ? Techniquement tout était parfait ; chaque musicien, chaque choriste « chantait » très musicalement mais, aucun doute : pour moi, le chef manquait d'une conception « dramatique » d'ensemble indispensable... Vite, à nous les disques de Karajan ou Maazel...

Jean-François Godchau



encore des projets. La mairie a longtemps fait la sourde oreille... jusqu'à ce que son obstination paye. Et il y a trois ans il a enfin eu gain de cause.

Le jazz-club est manifestement une des associations de la ville les plus dynamiques. Un concert toutes les trois semaines tout au long de l'année. A peu près 140 cartes permanentes, le tout pour une ville de 150 000 habitants, ce n'est pas si mal. Et l'ensemble couronné par un festival dont le club veut par-dessus tout conserver le contrôle. C'est-à-dire en garder ce qui fait sa qualité principale peut-être : présenter au mieux possible les différents courants de la musique de jazz. Eclectisme, c'est le mot clef du festival, et c'est cela que cherche le club.

Son autre souci, et il n'est pas si simple que l'on croit à réaliser : tenter d'animer le festival.

Cette année celui-ci comprenait des stages : une semaine de cours intensifs, d'ateliers pluriens français comme Gilson ou Tholot. Se rattachaient également au festival les expositions et les projections de films gratuites.

En liaison avec l'AFALEP qui au même moment faisait un stage vidéo, les musiciens ont pendant toute la semaine été se balader dans la ville. Succès inégaux et certains matins personne n'était là pour les écouter. Tentative en tout cas passionnante. Comme le disait un document vidéo projeté le soir d'un bide complet : « Il est certains vidéos qu'aucun jazz ni aucune vidéo ne peut remplir. » En montrant les avenues désertes d'une ZUP où l'« animation » n'aimait rien du tout sinon les regrets d'être venus pour rien. D'autres moments, pourtant, valaient la peine. Le soir après la projection devant les arènes du montage vidéo racontant la journée, le concert gratuit commençait pour durer six heures, ensuite la musique reprenait dans la nuit nîmoise. On reviendra l'année prochaine.

Michel Samson

Et à l'année prochaine à Nîmes

Quelques semaines plus tard : dispersées les dernières notes du festival de jazz, envoyées. Il nous reste un mélange de souvenirs dans les yeux et dans les oreilles, un mélange très harmonieux entre la nuit sur les arènes et les cris de Sam Rivers, entre le ciel ovale et sombre et les improvisations de Betty Carter.

Cette vieille dame très digne. Exit le Festival de Nîmes. Réussi dans son éclectisme balancé et à l'année prochaine. Depuis les musiciens se sont promenés à travers l'Europe, de Pise à Montreux en passant par Nice et Antibes, donnant peut-être le meilleur ou le moins bon concert, rencontrant d'autres gens, d'autres publics, d'autres organisateurs.

NOUS attendrons un an avant de revoir tant de musique. Pourtant, pendant cette année, une poignée de gens, à Nîmes, conti-

nueront à travailler, à s'énerver, à se dépenser pour nous préparer le prochain festival. Nîmes a cette particularité d'être l'un des seuls festivals

à être concocté par une équipe de bénévoles complets travaillant presque sans aide et ne gagnant pas un rond dans l'affaire...

A priori, je pensais que ce festival était pris en charge par la mairie communiste de la ville. Consciencieusement je pris rendez-vous avec l'adjoint aux affaires culturelles. M. Jullian, l'adjoint en question, accepta volontiers.

Arrivé dans le hall de la mairie, heureuse surprise. La voûte vénérable abritait une exposition de pochettes de disques. Exposition en provenance de Grenoble et qui retrace une histoire qui met en avant les liens complexes qui unissent la graphie et la musique. L'expo faisait partie de l'animation du festival, comme les expositions de photos ou de toiles qu'on rencontrait ailleurs dans la ville.

Arrêt donc dans le hall, et visite à l'adjoint dans son bureau. Nous parlons, M. Jullian répond sans gêne. Et peu à

peu, je m'aperçois, qu'après tout, la ville n'est pas pour grand-chose dans l'organisation du festival.

Elle y joue un rôle irremplaçable mais en même temps elle n'y fait rien. En clair : la mairie prête les arènes, le podium, prête le centre Pablo-Neruda. Mais, par ailleurs, elle offre une garantie financière limitée en cas de pépin... Elle n'est en tous cas pour rien dans l'idée, le lancement, l'animation du festival. Pour savoir qui fait tout, il faut aller frapper à une autre porte, la toute petite porte d'une caravane, siège du quartier général du festival. Peu de moyens pour le jazz-club, cette caravane louée sert à tout : téléphone, location, administration, etc.

Le Jazz-Club est une association à but non lucratif et à ambition illimitée. Sans compter un culot à toute épreuve. Ce festival, troisième du nom, commence maintenant à être connu à travers la France et l'Europe. Et pourtant... Labori,

l'animateur principal, rêve depuis bien longtemps du projet. La première fois qu'il est allé à Antibes, il a vu la pinède, célèbre pour être un des plus beaux cadres de festival en plein air, et s'est dit que les arènes c'était autrement plus beau. Ce en quoi, il avait largement raison. Depuis il bataille pour arriver à monter le festival. Dix ans de bagarre peut-être pour présenter des projets et

Animation

Courbessac n'est ni un village ni une banlieue. C'est les deux à la fois. Mais administrativement Courbessac dépend dorénavant de Nîmes. Six cents électeurs inscrits et beaucoup d'enfants. 14 juillet : depuis des années, cette fête est ici celle des petits. Les terrains de jeux ? La route et la place du village. Le matériel d'animation ? Zéro. Les prix des concours : une dizaine de « Pif le chien » récupérés chez le libraire, trois poignées de bonbons filés par l'épicier, et avec ça, fête des enfants.

L'animateur est aussi arbitre, starter, distributeur de prix (quand il n'y en a pas assez, il rajoute cent balles qu'il sort de la poche de short blanc) et jury.

Le jeu de l'année : course à pied, course à cloche-pied, course à la brochette, ramassage de pièces de cent sous au fond d'une bassine pleine d'eau et seulement avec les dents, concours de chants. Tous les petits du village sont là. Il les encourage, l'animateur, les engueule parce qu'ils se battent, console les perdants, en un mot il s'occupe de tout.

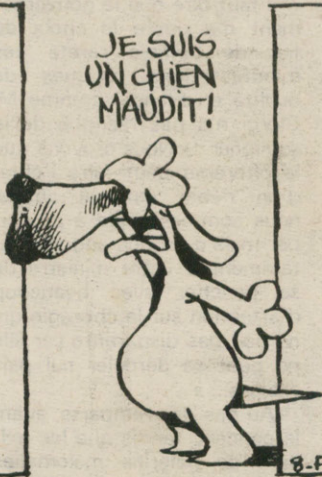
Puis après les jeux tra-

ditionnels, il lance : « Allez les enfants, on va voir les musiciens. » Sur la placette devant l'église joue le quintet de Roger Rostand, une petite formation de middle jazz de Marseille. Night in Tunisia, piano, basse, batterie, trompette. Tous les petits regardent, des petits vieux également. Un peu en retrait un groupe de jeunes se concentre pour avoir au maximum l'air de ne pas s'intéresser au truc.

Des petits s'approchent, dont un regarde l'orchestre, les yeux complètement fascinés depuis une demi-heure. Ils touchent un peu à tout, le trompettiste leur explique la contrebasse, ils ne connaissent pas. Fin du morceau : l'animateur lance un « bravo », les petits applaudissent à tout rompre.

Plus tard, l'animateur nous reçoit au club du village. Le nom suffit à le décrire, ça s'appelle : « La Chambre des vrais amis ». Pastis général offert par le monsieur au short blanc. Il remercie, nous explique Courbessac où il est né, l'habitude de cette fête des enfants qu'il anime chaque année, puis il conclut : « Aujourd'hui, on a frappé un grand coup. »

CHIEN



B. FORCADELL